

67 (1998) Nr. 1

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

**JAARGANG 2001 Nr. 12**

---

---

A. TITEL

*Verdrag van Tampere inzake de levering van telecommunicatie-  
voorzieningen voor rampenmitigatie en noodhulpooperaties;  
Tampere, 18 juni 1998*

B. TEKST<sup>1)</sup>

**Tampere Convention on the Provision of  
Telecommunication resources for Disaster Mitigation  
and Relief Operations**

The States Parties to this Convention,

Recognizing that the magnitude, complexity, frequency and impact of disasters are increasing at a dramatic rate, with particularly severe consequences in developing countries,

Recalling that humanitarian relief and assistance agencies require reliable, flexible telecommunication resources to perform their vital tasks,

Further recalling the essential role of telecommunication resources in facilitating the safety of humanitarian relief and assistance personnel,

Further recalling the vital role of broadcasting in disseminating accurate disaster information to at-risk populations,

Convinced that the effective, timely deployment of telecommunication resources and that rapid, efficient, accurate and truthful information flows are essential to reducing loss of life, human suffering and damage to property and the environment caused by disasters,

Concerned about the impact of disasters on communication facilities and information flows,

Aware of the special needs of the disaster-prone least developed countries for technical assistance to develop telecommunication resources for disaster mitigation and relief operations,

Reaffirming the absolute priority accorded to emergency life-saving communications in more than fifty international regulatory instruments, including the Constitution of the International Telecommunication Union,

Noting the history of international cooperation and coordination in disaster mitigation and relief, including the demonstrated life-saving role played by the timely deployment and use of telecommunication resources,

---

<sup>1)</sup> De Arabische, Chinese, Spaanse en Russische tekst zijn niet afgedrukt.

**Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe**

Les États Parties à la présente Convention,

Reconnaissant que les catastrophes sont d'une gravité croissante par leur ampleur, leur complexité, leur fréquence et leur impact et ont des conséquences particulièrement graves dans les pays en développement,

Rappelant que les organismes de secours et d'assistance humanitaires ont besoin de ressources de télécommunication fiables et souples pour mener à bien leurs tâches vitales,

Rappelant également que les ressources de télécommunication jouent un rôle essentiel en permettant d'assurer plus facilement la sécurité du personnel chargé des secours et de l'assistance humanitaires,

Rappelant en outre que la radiodiffusion joue un rôle déterminant dans la diffusion d'informations précises destinées aux populations sinistrées,

Convaincus que la mise en oeuvre judicieuse et à brefs délais de ressources de télécommunication et la circulation efficace et rapide d'informations précises et fiables sont essentielles pour réduire les pertes en vies humaines, les souffrances et les dégâts causés par les catastrophes aux biens et à l'environnement,

Préoccupés par les conséquences des catastrophes sur les installations de télécommunication et la circulation des informations,

Conscients des besoins particuliers des pays les moins avancés sujets à des catastrophes naturelles en matière d'assistance technique pour mettre en place des ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe,

Réaffirmant la priorité absolue accordée aux télécommunications d'urgence destinées à sauver des vies humaines dans plus de cinquante instruments réglementaires internationaux, dont la Constitution de l'Union internationale des télécommunications,

Notant les antécédents de la coopération et de la coordination internationales pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, et en particulier le fait que la mise en oeuvre et l'utilisation rapides de ressources de télécommunication peuvent contribuer à sauver des vies humaines,

Further noting the Proceedings of the International Conference on Disaster Communications (Geneva, 1990), addressing the power of telecommunication systems in disaster recovery and response,

Further noting the urgent call found in the Tampere Declaration on Disaster Communications (Tampere, 1991) for reliable telecommunication systems for disaster mitigation and disaster relief operations, and for an international Convention on Disaster Communications to facilitate such systems,

Further noting United Nations General Assembly resolution 44/236, designating 1990-2000 the International Decade for Natural Disaster Reduction, and resolution 46/182, calling for strengthened international coordination of humanitarian emergency assistance,

Further noting the prominent role given to communication resources in the Yokohama Strategy and Plan of Action for a Safer World, adopted by the World Conference on Natural Disaster Reduction (Yokohama, 1994),

Further noting resolution 7 of the World Telecommunication Development Conference (Buenos Aires, 1994), endorsed by resolution 36 of the Plenipotentiary Conference of the International Telecommunication Union (Kyoto, 1994), urging Governments to take all practical steps for facilitating the rapid deployment and the effective use of telecommunication equipment for disaster mitigation and relief operations by reducing and, where possible, removing regulatory barriers and strengthening cooperation among States,

Further noting resolution 644 of the World Radiocommunication Conference (Geneva, 1997), urging Governments to give their full support to the adoption of this Convention and to its national implementation,

Further noting resolution 19 of the World Telecommunication Development Conference (Valletta, 1998), urging Governments to continue their examination of this Convention with a view to considering giving their full support to its adoption,

Further noting United Nations General Assembly resolution 51/94, encouraging the development of a transparent and timely procedure for implementing effective disaster relief coordination arrangements, and of

Notant en outre les travaux de la Conférence internationale sur les communications en cas de catastrophe (Genève, 1990) relatifs au rôle joué par les systèmes de télécommunication pour remédier aux catastrophes et faire face à leurs conséquences,

Notant en outre que les auteurs de la Déclaration de Tampere sur les communications en cas de catastrophe (Tampere, 1991) ont instamment demandé que des systèmes de télécommunication fiables soient utilisés pour atténuer les effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe et que soit rédigée une Convention internationale sur les communications en cas de catastrophe pour faciliter l'emploi de ces systèmes,

Notant en outre la résolution 44/236 de l'Assemblée générale des Nations Unies proclamant la période 1990-2000 Décennie internationale de prévention des catastrophes naturelles, et la résolution 46/182 demandant le renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence,

Notant en outre le rôle prépondérant joué par les ressources de communication dans la Stratégie de Yokohama pour un monde plus sûr et le Plan d'action adoptés par la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles (Yokohama, 1994),

Notant en outre la résolution 7 de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (Buenos Aires, 1994), entérinée par la résolution 36 de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Kyoto, 1994), par laquelle la Conférence priait instamment les gouvernements de prendre toutes les mesures envisageables dans la pratique pour faciliter la mise à disposition rapide et l'utilisation efficace d'équipements de télécommunication en vue de l'atténuation des effets des catastrophes et des opérations de secours en cas de catastrophe, en réduisant et, lorsque cela est possible, en supprimant les obstacles réglementaires et en renforçant la coopération transfrontière entre les États,

Notant en outre la résolution 644 de la Conférence mondiale des radiocommunications (Genève, 1997) par laquelle la Conférence priait instamment les gouvernements d'apporter leur concours plein et entier à l'adoption de la présente Convention et à sa mise en oeuvre au niveau national,

Notant en outre la résolution 19 de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (La Valette, 1998) par laquelle la Conférence priait instamment les gouvernements de poursuivre leur examen de la présente Convention en vue d'envisager d'apporter leur concours plein et entier à son adoption,

Notant en outre la résolution 51/94 de l'Assemblée générale des Nations Unies encourageant la mise au point d'une procédure transparente et rapide pour l'établissement de modalités de coordination effica-

ReliefWeb as the global information system for the dissemination of reliable and timely information on emergencies and natural disasters,

With reference to the conclusions of the Working Group on Emergency Telecommunications regarding the critical role of telecommunications in disaster mitigation and relief,

Supported by the work of many States, United Nations entities, governmental, intergovernmental, and non-governmental organizations, humanitarian agencies, telecommunication equipment and service providers, media, universities and communication- and disaster-related organizations to improve and facilitate disaster-related communications,

Desiring to ensure the reliable, rapid availability of telecommunication resources for disaster mitigation and relief operations, and

Further desiring to facilitate international cooperation to mitigate the impact of disasters,

Have agreed as follows:

#### Article 1

##### *Definitions*

Unless otherwise indicated by the context in which they are used, the terms set out below shall have the following meanings for the purposes of this Convention:

1. "State Party" means a State which has agreed to be bound by this Convention.
2. "Assisting State Party" means a State Party to this Convention providing telecommunication assistance pursuant hereto.
3. "Requesting State Party" means a State Party to this Convention requesting telecommunication assistance pursuant hereto.
4. "This Convention" means the Tampere Convention on the Provision of Telecommunication Resources for Disaster Mitigation and Relief Operations.

ces en matière de secours en cas de catastrophe et le développement du réseau ReliefWeb en tant que système d'information à l'échelon mondial pour la diffusion d'éléments d'information fiables et actuels sur les situations d'urgence et catastrophes naturelles,

Se référant aux conclusions du Groupe de travail sur les télécommunications d'urgence en ce qui concerne le rôle essentiel joué par les télécommunications dans l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours,

Avec l'appui des travaux de nombreux États, organismes des Nations Unies, organisations gouvernementales, intergouvernementales ou non gouvernementales, agences d'aide humanitaire, fournisseurs d'équipement et de services de télécommunication, représentants de la presse, universités et organisations oeuvrant dans le domaine des communications ou des secours en cas de catastrophe, afin d'améliorer et de faciliter les communications liées aux opérations de secours en cas de catastrophe,

Désireux de faire en sorte de mettre rapidement à disposition des ressources de télécommunication fiables pour atténuer les effets des catastrophes et permettre le déroulement des opérations de secours, et

Désireux en outre de faciliter la coopération internationale visant à atténuer les effets des catastrophes,

Décident de ce qui suit:

#### Article 1

##### *Définitions*

Sauf indication contraire suivant le contexte dans lequel ils sont utilisés, les termes ci-dessous ont la signification suivante aux fins de la présente Convention:

1. Un «État partie» est un État qui a accepté d'être lié par la présente Convention.
2. On entend par «État partie prêtant assistance» un État partie à la présente Convention prêtant à ce titre une assistance en matière de télécommunication.
3. On entend par «État partie demandeur» un État partie à la présente Convention demandant à ce titre une assistance en matière de télécommunication.
4. On entend par «la présente Convention» la Convention de Tampere sur la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe.

5. “The depositary” means the depositary for this Convention, as set forth in Article 16.

6. “Disaster” means a serious disruption of the functioning of society, posing a significant, widespread threat to human life, health, property or the environment, whether caused by accident, nature or human activity, and whether developing suddenly or as the result of complex, long-term processes.

7. “Disaster mitigation” means measures designed to prevent, predict, prepare for, respond to, monitor and/or mitigate the impact of, disasters.

8. “Health hazard” means a sudden outbreak of infectious disease, such as an epidemic or pandemic, or other event posing a significant threat to human life or health, which has the potential for triggering a disaster.

9. “Natural hazard” means an event or process, such as an earthquake, fire, flood, wind, landslide, avalanche, cyclone, tsunami, insect infestation, drought or volcanic eruption, which has the potential for triggering a disaster.

10. “Non-governmental organization” means any organization, including private and corporate entities, other than a State or governmental or intergovernmental organization, concerned with disaster mitigation and relief and/or the provision of telecommunication resources for disaster mitigation and relief.

11. “Non-State entity” means any entity, other than a State, including non-governmental organizations and the Red Cross and Red Crescent Movement, concerned with disaster mitigation and relief and/or the provision of telecommunication resources for disaster mitigation and relief.

12. “Relief operations” means those activities designed to reduce loss of life, human suffering and damage to property and/or the environment caused by a disaster.

13. “Telecommunication assistance” means the provision of telecommunication resources or other resources or support intended to facilitate the use of telecommunication resources.

14. “Telecommunication resources” means personnel, equipment, materials, information, training, radio-frequency spectrum, network or



5. On entend par «dépositaire» le dépositaire de la présente Convention tel qu'il est désigné dans l'article 16.

6. On entend par «catastrophe» une grave perturbation du fonctionnement de la société causant une menace réelle et généralisée à la vie ou à la santé humaine, aux biens ou à l'environnement, que la cause en soit un accident, un phénomène naturel ou une activité humaine et qu'il s'agisse d'un événement soudain ou du résultat de processus complexes se déroulant sur une longue période.

7. On entend par «atténuation des effets des catastrophes» les mesures conçues pour prévenir, prévoir ou surveiller les catastrophes, s'y préparer, y faire face et en atténuer les conséquences.

8. On entend par «risque sanitaire» le brusque déclenchement de maladies infectieuses, telles que les épidémies ou les pandémies, ou tout autre événement causant une menace réelle à la vie ou à la santé humaine et susceptible de déclencher une catastrophe.

9. On entend par «risque naturel» un événement ou un processus, tels que séisme, incendie, inondation, vent, glissement de terrain, avalanche, cyclone, tsunami, invasion d'insectes, sécheresse ou éruption volcanique qui sont susceptibles de déclencher une catastrophe.

10. On entend par «organisation non gouvernementale» toute organisation, y compris les entités privées et les entreprises, autre qu'un État, une organisation gouvernementale ou une organisation intergouvernementale, travaillant dans le domaine de l'atténuation des effets des catastrophes et des opérations de secours en cas de catastrophe et/ou de la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours en cas de catastrophe.

11. On entend par «entité autre qu'un État» toute entité, autre qu'un État, y compris les organisations non gouvernementales et le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, travaillant dans le domaine de l'atténuation des effets des catastrophes et des opérations de secours en cas de catastrophe et/ou de la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe.

12. On entend par «opérations de secours» les activités destinées à réduire les pertes humaines, les souffrances et les dégâts aux biens et/ou à l'environnement causés par une catastrophe.

13. On entend par «assistance en matière de télécommunication» la mise à disposition de ressources de télécommunication ou d'autres ressources ou supports destinés à faciliter l'utilisation des ressources de télécommunication.

14. On entend par «ressources de télécommunication» le personnel, les équipements, les matériels, les informations, la formation, le spectre

transmission capacity or other resources necessary to telecommunications.

15. “Telecommunications” means any transmission, emission, or reception of signs, signals, writing, images, sounds or intelligence of any nature, by wire, radio, optical fibre or other electromagnetic system.

## Article 2

### *Coordination*

1. The United Nations Emergency Relief Coordinator shall be the operational coordinator for this Convention and shall execute the responsibilities of the operational coordinator identified in Articles 3, 4, 6, 7, 8, and 9.

2. The operational coordinator shall seek the cooperation of other appropriate United Nations agencies, particularly the International Telecommunication Union, to assist it in fulfilling the objectives of this Convention, and, in particular, those responsibilities identified in Articles 8 and 9, and to provide necessary technical support, consistent with the purposes of those agencies.

3. The responsibilities of the operational coordinator under this Convention shall be limited to coordination activities of an international nature.

## Article 3

### *General Provisions*

1. The States Parties shall cooperate among themselves and with non-State entities and intergovernmental organizations, in accordance with the provisions of this Convention, to facilitate the use of telecommunication resources for disaster mitigation and relief.

2. Such use may include, but is not limited to:

a) the deployment of terrestrial and satellite telecommunication equipment to predict, monitor and provide information concerning natural hazards, health hazards and disasters;

b) the sharing of information about natural hazards, health hazards and disasters among the States Parties and with other States, non-State entities and intergovernmental organizations, and the dissemination of such information to the public, particularly to at-risk communities;

c) the provision of prompt telecommunication assistance to mitigate the impact of a disaster; and

des fréquences radioélectriques, la capacité de réseau ou de transmission ou toute autre ressource nécessaire aux télécommunications.

15. On entend par «télécommunications» toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, fibre optique ou autres systèmes électromagnétiques.

## Article 2

### *Coordination*

1. Le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours d'urgence est le coordonnateur des opérations pour la présente Convention et s'acquitte des responsabilités du coordonnateur des opérations définies dans les articles 3, 4, 6, 7, 8 et 9.

2. Le coordonnateur des opérations demande la coopération des institutions compétentes des Nations Unies, notamment de l'Union internationale des télécommunications, pour l'aider à réaliser les objectifs de la présente Convention et, en particulier, à remplir les responsabilités visées aux articles 8 et 9, et pour fournir tout appui technique nécessaire, conformément à leur objet.

3. Les responsabilités du coordonnateur des opérations se limitent, au titre de la présente Convention, aux activités de coordination d'un caractère international.

## Article 3

### *Dispositions générales*

1. Les États parties collaborent entre eux ainsi qu'avec les entités autres que des États et les organisations intergouvernementales, conformément aux dispositions de la présente Convention, afin de faciliter l'utilisation des ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe.

2. Cette utilisation peut comprendre, mais non exclusivement:

a) La mise en oeuvre d'équipement de télécommunication de Terre et par satellite pour prévoir et surveiller les risques naturels, les risques sanitaires et les catastrophes et pour fournir des informations y relatives;

b) Le partage des informations concernant les risques naturels, les risques sanitaires et les catastrophes entre les États parties et avec d'autres États et des entités autres que des États, et la diffusion de ces informations auprès du public et notamment des communautés exposées;

c) La mise à disposition rapide d'une assistance en matière de télécommunication pour atténuer les effets d'une catastrophe; et

d) the installation and operation of reliable, flexible telecommunication resources to be used by humanitarian relief and assistance organizations.

3. To facilitate such use, the States Parties may conclude additional multinational or bilateral agreements or arrangements.

4. The States Parties request the operational coordinator, in consultation with the International Telecommunication Union, the depositary, and other relevant United Nations entities and intergovernmental and non-governmental organizations, to use its best efforts, in accordance with the provisions of this Convention, to:

a) develop, in consultation with the States Parties, model agreements that may be used to provide a foundation for multinational or bilateral agreements facilitating the provision of telecommunication resources for disaster mitigation and relief;

b) make available model agreements, best practices and other relevant information to States Parties, other States, non-State entities and intergovernmental organizations concerning the provision of telecommunication resources for disaster mitigation and relief, by electronic means and other appropriate mechanisms;

c) develop, operate, and maintain information collection and dissemination procedures and systems necessary for the implementation of the Convention; and

d) inform States of the terms of this Convention, and to facilitate and support the cooperation among States Parties provided for herein.

5. The States Parties shall cooperate among themselves to improve the ability of governmental organizations, non-State entities and intergovernmental organizations to establish mechanisms for training in the handling and operation of equipment, and instruction courses in the development, design and construction of emergency telecommunication facilities for disaster prevention, monitoring and mitigation.

#### Article 4

##### *Provision of Telecommunication Assistance*

1. A State Party requiring telecommunication assistance for disaster mitigation and relief may request such assistance from any other State Party, either directly or through the operational coordinator. If the request is made through the operational coordinator, the operational coor-

d) L'installation et la mise en oeuvre de ressources de télécommunication fiables et souples qui seront utilisées par les organisations de secours et d'assistance humanitaires.

3. Pour faciliter cette utilisation, les États parties peuvent conclure des accords ou des arrangements internationaux ou bilatéraux additionnels.

4. Les États parties demandent au coordonnateur des opérations, en consultation avec l'Union internationale des télécommunications, le dépositaire, les autres institutions des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, de tout mettre en oeuvre, conformément aux dispositions de la présente Convention, pour:

a) Élaborer, d'entente avec les États parties, des modèles d'accords sur lesquels pourront se fonder les accords internationaux ou bilatéraux facilitant la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe;

b) Mettre à la disposition des États parties, des autres États, des entités autres que les États et des organisations intergouvernementales des modèles d'accord, des meilleures pratiques et autres informations pertinentes concernant la mise à disposition de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe, par moyens électroniques ou autres mécanismes appropriés;

c) Élaborer, exploiter et tenir à jour les procédures et systèmes de collecte et de diffusion d'informations nécessaires à la mise en oeuvre de la présente Convention; et

d) Informer les États des conditions énoncées par la présente Convention et faciliter et soutenir la coopération entre les États parties prévue dans ladite Convention.

5. Les États parties coopèrent entre eux en vue de renforcer la capacité des organisations gouvernementales, des entités autres que des États et des organisations intergouvernementales pour leur permettre de mettre sur pied des mécanismes de formation à l'utilisation et à l'exploitation des équipements ainsi que des stages d'apprentissage des techniques de développement, de conception et de construction d'installations de télécommunication d'urgence propres à faciliter la prévention et la surveillance des catastrophes ainsi que la réduction de leurs effets.

#### Article 4

##### *Mise à disposition d'une assistance en matière de télécommunication*

1. Un État partie demandant une assistance en matière de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe peut s'adresser à tout autre État partie, soit directement, soit par l'intermédiaire du coordonnateur des

dinator shall immediately disseminate this information to all other appropriate States Parties. If the request is made directly to another State Party, the requesting State Party shall inform the operational coordinator as soon as possible.

2. A State Party requesting telecommunication assistance shall specify the scope and type of assistance required and those measures taken pursuant to Articles 5 and 9 of this Convention, and, when practicable, provide the State Party to which the request is directed and/or the operational coordinator with any other information necessary to determine the extent to which such State Party is able to meet the request.

3. Each State Party to which a request for telecommunication assistance is directed, either directly or through the operational coordinator, shall promptly determine and notify the requesting State Party whether it will render the assistance requested, directly or otherwise, and the scope of, and terms, conditions, restrictions and cost, if any, applicable to such assistance.

4. Each State Party determining to provide telecommunication assistance shall so inform the operational coordinator as soon as possible.

5. No telecommunication assistance shall be provided pursuant to this Convention without the consent of the requesting State Party. The requesting State Party shall retain the authority to reject all or part of any telecommunication assistance offered pursuant to this Convention in accordance with the requesting State Party's existing national law and policy.

6. The States Parties recognize the right of requesting States Parties to request telecommunication assistance directly from non-State entities and intergovernmental organizations, and the right of non-State entities and intergovernmental organizations, pursuant to the laws to which they are subject, to provide telecommunication assistance to requesting States Parties pursuant to this Article.

7. A non-State entity or intergovernmental organization may not be a "requesting State Party" and may not request telecommunication assistance under this Convention.

8. Nothing in this Convention shall interfere with the right of a State Party, under its national law, to direct, control, coordinate and supervise telecommunication assistance provided under this Convention within its territory.

opérations. Dans le deuxième cas, le coordonnateur des opérations communique immédiatement ladite demande à tous les autres États parties concernés; dans le premier cas, l'État partie demandeur informe au plus tôt le coordonnateur des opérations.

2. Un État partie demandeur d'une assistance en matière de télécommunication précise l'ampleur et le type d'assistance requise et les mesures prises en application des articles 5 et 9 de la présente Convention et, lorsque cela est réalisable, fournit à l'État partie auquel il s'adresse et/ou au coordonnateur des opérations toute autre information nécessaire pour déterminer dans quelle mesure ledit État partie peut répondre à sa demande.

3. Chaque État partie auquel est adressée une demande d'assistance en matière de télécommunication, que ce soit directement ou par l'intermédiaire du coordonnateur des opérations, détermine et fait savoir immédiatement à l'État partie demandeur s'il est prêt à fournir l'assistance requise, soit directement, soit autrement, et indique la portée, les termes, conditions et restrictions applicables à cette assistance ainsi que, le cas échéant, les coûts y afférents.

4. Tout État partie, décidant de fournir une assistance en matière de télécommunication en informe au plus tôt le coordonnateur des opérations.

5. Aucune assistance en matière de télécommunication ne sera fournie par un État partie au titre de la présente Convention sans le consentement de l'État partie demandeur. Ce dernier a le droit de refuser la totalité ou une partie de l'assistance en matière de télécommunication que lui propose un autre État partie conformément à sa législation et à sa politique générale.

6. Les États parties reconnaissent en vertu du présent article aux États parties demandeurs le droit de demander une assistance en matière de télécommunication directement à des entités autres que des États ou à des organisations intergouvernementales et reconnaissent aux entités autres que des États et aux organisations intergouvernementales le droit, conformément aux dispositions légales auxquelles elles sont soumises de fournir une assistance en matière de télécommunication aux États parties demandeurs.

7. Une entité autre qu'un État ou une organisation intergouvernementale peut ne pas être un «État partie demandeur» et ne pas être autorisée à demander une assistance en matière de télécommunication au titre de la présente Convention.

8. Aucune disposition de la présente Convention n'altère le droit d'un État partie, en application de sa législation nationale, de diriger, de gérer, de coordonner et de superviser l'assistance en matière de télécommunication fournie sur son territoire au titre de la présente Convention.

## Article 5

*Privileges, Immunities, and Facilities*

1. The requesting State Party shall, to the extent permitted by its national law, afford to persons, other than its nationals, and to organizations, other than those headquartered or domiciled within its territory, who act pursuant to this Convention to provide telecommunication assistance and who have been notified to, and accepted by, the requesting State Party, the necessary privileges, immunities, and facilities for the performance of their proper functions, including, but not limited to:

a) immunity from arrest, detention and legal process, including criminal, civil and administrative jurisdiction of the requesting State Party, in respect of acts or omissions specifically and directly related to the provision of telecommunication assistance;

b) exemption from taxation, duties or other charges, except for those which are normally incorporated in the price of goods or services, in respect of the performance of their assistance functions or on the equipment, materials and other property brought into or purchased in the territory of the requesting State Party for the purpose of providing telecommunication assistance under this Convention; and

c) immunity from seizure, attachment or requisition of such equipment, materials and property.

2. The requesting State Party shall provide, to the extent of its capabilities, local facilities and services for the proper and effective administration of the telecommunication assistance, including ensuring that telecommunication equipment brought into its territory pursuant to this Convention shall be expeditiously licensed or shall be exempt from licensing in accordance with its domestic laws and regulations.

3. The requesting State Party shall ensure the protection of personnel, equipment and materials brought into its territory pursuant to this Convention.

4. Ownership of equipment and materials provided pursuant to this Convention shall be unaffected by their use under the terms of this Convention. The requesting State Party shall ensure the prompt return of such equipment, material and property to the proper assisting State Party.

5. The requesting State Party shall not direct the deployment or use of any telecommunication resources provided pursuant to this Convention for purposes not directly related to predicting, preparing for, responding to, monitoring, mitigating the impact of or providing relief during and following disasters.



## Article 5

*Privilèges, immunités et facilités*

1. L'État partie demandeur accorde, dans les limites permises par sa législation nationale, aux personnes autres que ses ressortissants et aux organisations autres que celles qui ont leur siège ou sont domiciliées sur son territoire, qui agissent aux termes de la présente Convention et qui ont été dûment notifiées à l'État partie demandeur et acceptées par lui, les privilèges, immunités et facilités nécessaires à l'exercice de leurs fonctions y compris, mais non exclusivement:

a) L'immunité en matière d'arrestation, de détention et de juridiction, y compris en ce qui concerne la compétence en matière civile, pénale et administrative de l'État partie demandeur eu égard aux actes ou omissions liés spécifiquement et directement à la fourniture d'assistance en matière de télécommunication;

b) L'exonération d'impôts, de taxes ou autres droits, à l'exception de ceux qui sont habituellement compris dans le prix des biens et des services, dans l'exercice de leurs fonctions d'assistance ou pour les équipements, le matériel et les autres biens amenés ou achetés sur le territoire de l'État partie demandeur afin de fournir une assistance en matière de télécommunication au titre de la présente Convention; et

c) L'immunité contre la saisie, la saisie-arrêt ou la réquisition de ces équipements, matériel et biens.

2. L'État partie demandeur fournit, dans la mesure de ses capacités, des installations et des services sur place pour la gestion appropriée et efficace de l'assistance en matière de télécommunication; il doit entre autres faire en sorte que les équipements de télécommunication amenés sur son territoire au titre de la présente Convention soient agréés dans les plus brefs délais ou exemptés de l'agrément conformément à ses dispositions légales et réglementaires.

3. L'État partie demandeur garantit la protection du personnel, des équipements et du matériel amenés sur son territoire au titre de la présente Convention.

4. La propriété des équipements et du matériel fournis au titre de la présente Convention ne doit pas souffrir de l'usage qu'il en sera fait au titre de la présente Convention. L'État partie demandeur fait en sorte que ces équipements, ce matériel et ces biens soient rendus dans les meilleurs délais à l'État partie qui prête assistance.

5. L'État partie demandeur ne peut orienter la mise en oeuvre ou l'utilisation de quelque ressource de télécommunication que ce soit fournie au titre de la présente Convention à des fins qui ne soient pas directement liées à la prévision ou à la surveillance des catastrophes, ou aux mesures visant à s'y préparer, y faire face, en atténuer les effets ou fournir des secours pendant les catastrophes ou à la suite de celles-ci.

6. Nothing in this Article shall require any requesting State Party to provide its nationals or permanent residents, or organizations headquartered or domiciled within its territory, with privileges and immunities.

7. Without prejudice to their privileges and immunities in accordance with this Article, all persons entering the territory of a State Party for the purpose of providing telecommunication assistance or otherwise facilitating the use of telecommunication resources pursuant to this Convention, and all organizations providing telecommunication assistance or otherwise facilitating the use of telecommunication resources pursuant to this Convention, have a duty to respect the laws and regulations of that State Party. Such persons and organizations also shall have a duty not to interfere in the domestic affairs of the State Party into whose territory they have entered.

8. Nothing in this Article shall prejudice the rights and obligations with respect to privileges and immunities afforded to persons and organizations participating directly or indirectly in telecommunication assistance, pursuant to other international agreements (including the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, adopted by the General Assembly on 13 February 1946, and the Convention on the Privileges and Immunities of the Specialized Agencies, adopted by the General Assembly on 21 November 1947) or international law.

#### Article 6

##### *Termination of Assistance*

1. The requesting State Party or the assisting State Party may, at any time, terminate telecommunication assistance received or provided under Article 4 by providing notification in writing. Upon such notification, the States Parties involved shall consult with each other to provide for the proper and expeditious conclusion of the assistance, bearing in mind the impact of such termination on the risk to human life and ongoing disaster relief operations.

2. States Parties engaged in providing or receiving telecommunication assistance pursuant to this Convention shall remain subject to the terms of this Convention following the termination of such assistance.

3. Any State Party requesting termination of telecommunication assistance shall notify the operational coordinator of such request. The operational coordinator shall provide such assistance as is requested and necessary to facilitate the conclusion of the telecommunication assistance.

6. Aucune disposition du présent article n'exige d'un État partie demandeur qu'il octroie à ses ressortissants ou à ses résidents permanents, ou encore aux organisations ayant leur siège ou domiciliées sur son territoire des privilèges et immunités.

7. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités conformément aux dispositions du présent article, toutes les personnes pénétrant sur le territoire d'un État partie afin de fournir une assistance en matière de télécommunication ou de faciliter de toute autre manière l'utilisation de ressources de télécommunication au titre de la présente Convention, et toutes les organisations fournissant une assistance en matière de télécommunication ou facilitant de toute autre manière l'utilisation de moyens de télécommunication au titre de la présente Convention sont tenues de respecter la législation et la réglementation dudit État partie. Ces personnes et ces organisations ont également un devoir de non-ingérence dans les affaires intérieures de l'État partie sur le territoire duquel elles ont pénétré.

8. Aucune disposition du présent article ne doit préjuger des droits et obligations relatifs aux privilèges et immunités accordés aux personnes et aux organisations qui participent directement ou indirectement à l'assistance en matière de télécommunication, conformément à d'autres accords internationaux (dont la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies adoptée par l'Assemblée générale le 13 février 1946 et la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées adoptée par l'Assemblée générale le 21 novembre 1947) ou au droit international.

#### Article 6

##### *Cessation de l'assistance*

1. L'État partie demandeur ou l'État partie prêtant l'assistance peut, à tout moment, mettre fin à l'assistance en matière de télécommunication reçue ou fournie au titre de l'article 4 par notification écrite. Dès réception de cette notification, les États parties concernés procèdent à des consultations en vue de mettre fin de manière appropriée et rapide à l'assistance, en tenant compte des risques pour la vie humaine que comporte la cessation de l'assistance et de ses conséquences sur les opérations en cours de secours en cas de catastrophe.

2. Les États parties fournissant ou recevant une assistance en matière de télécommunication en vertu de la présente Convention demeurent liés par les dispositions de la présente Convention après la cessation de l'assistance en question.

3. Tout État partie demandant la cessation de l'assistance en matière de télécommunication notifie le coordonnateur des opérations de cette demande. Le coordonnateur fournit l'aide demandée et nécessaire pour faciliter la cessation de l'assistance en matière de télécommunication.

## Article 7

*Payment or Reimbursement of Costs or Fees*

1. The States Parties may condition the provision of telecommunication assistance for disaster mitigation and relief upon agreement to pay or reimburse specified costs or fees, always bearing in mind the contents of paragraph 9 of this Article.

2. When such condition exists, the States Parties shall set forth in writing, prior to the provision of telecommunication assistance:

- a) the requirement for payment or reimbursement;
- b) the amount of such payment or reimbursement or terms under which it shall be calculated; and
- c) any other terms, conditions or restrictions applicable to such payment or reimbursement, including, but not limited to, the currency in which such payment or reimbursement shall be made.

3. The requirements of paragraphs 2 b) and 2 c) of this Article may be satisfied by reference to published tariffs, rates or prices.

4. In order that the negotiation of payment and reimbursement agreements does not unduly delay the provision of telecommunication assistance, the operational coordinator shall develop, in consultation with the States Parties, a model payment and reimbursement agreement that may provide a foundation for the negotiation of payment and reimbursement obligations under this Article.

5. No State Party shall be obligated to make payment or reimbursement of costs or fees under this Convention without having first expressed its consent to the terms provided by an assisting State Party pursuant to paragraph 2 of this Article.

6. When the provision of telecommunication assistance is properly conditioned upon payment or reimbursement of costs or fees under this Article, such payment or reimbursement shall be provided promptly after the assisting State Party has presented its request for payment or reimbursement.

7. Funds paid or reimbursed by a requesting State Party in association with the provision of telecommunication assistance shall be freely transferable out of the jurisdiction of the requesting State Party and shall not be delayed or withheld.

8. In determining whether to condition the provision of telecommunication assistance upon an agreement to pay or reimburse specified

## Article 7

*Paiement ou remboursement des frais ou des droits*

1. Les États parties peuvent soumettre la fourniture d'une assistance en matière de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe à un accord relatif au paiement ou au remboursement des coûts ou des droits spécifiés, en gardant toujours à l'esprit les dispositions du paragraphe 9 du présent article.

2. Au cas où une telle condition s'applique, les États parties établissent par écrit, avant la fourniture d'assistance en matière de télécommunication:

- a) L'obligation de paiement ou de remboursement;
- b) Le montant de ce paiement ou remboursement ou encore les modalités selon lesquelles il est calculé; et
- c) Les autres termes, conditions ou restrictions applicables à ce paiement ou remboursement, y compris, mais non exclusivement, la monnaie dans laquelle ce paiement ou ce remboursement est effectué.

3. Les conditions énoncées aux paragraphes 2 b) et 2 c) du présent article peuvent être satisfaites par référence aux tarifs, taux ou prix publiés.

4. Afin que la négociation des accords relatifs au paiement et au remboursement ne retarde pas de manière indue la fourniture d'assistance en télécommunication, le coordonnateur des opérations élabore, d'entente avec les États parties, un modèle d'accord de paiement et de remboursement qui peut constituer la base de la négociation des obligations de paiement et de remboursement aux termes du présent article.

5. Aucun État partie n'est tenu de procéder au paiement ou au remboursement de coûts ou de droits aux termes de la présente Convention sans avoir au préalable exprimé son accord aux conditions établies par un État partie prêtant assistance conformément au paragraphe 2 du présent article.

6. Lorsque la fourniture d'assistance en matière de télécommunication est dûment soumise au paiement ou au remboursement de coûts ou de droits aux termes du présent article, ce paiement ou ce remboursement est effectué immédiatement après présentation de la demande de paiement ou de remboursement par l'État partie prêtant assistance.

7. Les fonds payés ou remboursés par un État partie demandeur dans le cadre de la fourniture d'assistance en matière de télécommunication sont librement transférables en dehors de la juridiction de l'État partie demandeur et ne doivent être ni l'objet de retards ni retenus.

8. Pour déterminer s'il convient de soumettre la fourniture d'assistance en matière de télécommunication à un accord prévoyant le paie-

costs or fees, the amount of such costs or fees, and the terms, conditions and restrictions associated with their payment or reimbursement, the States Parties shall take into account, among other relevant factors:

- a) United Nations principles concerning humanitarian assistance;
- b) the nature of the disaster, natural hazard or health hazard;
- c) the impact, or potential impact, of the disaster;
- d) the place of origin of the disaster;
- e) the area affected, or potentially affected, by the disaster;
- f) the occurrence of previous disasters and the likelihood of future disasters in the affected area;
- g) the capacity of each State affected by the disaster, natural hazard or health hazard to prepare for, or respond to, such event; and
- h) the needs of developing countries.

9. This Article shall also apply to those situations in which telecommunication assistance is provided by a non-State entity or intergovernmental organization, provided that:

- a) the requesting State Party has consented to, and has not terminated, such provision of telecommunication assistance for disaster mitigation and relief;
- b) the non-State entity or intergovernmental organization providing such telecommunication assistance has notified to the requesting State Party its adherence to this Article and Articles 4 and 5; and
- c) the application of this Article is not inconsistent with any other agreement concerning the relations between the requesting State Party and the non-State entity or intergovernmental organization providing such telecommunication assistance.

#### Article 8

##### *Telecommunication Assistance Information Inventory*

1. Each State Party shall notify the operational coordinator of its authority(ies):

- a) responsible for matters arising under the terms of this Convention and authorized to request, offer, accept and terminate telecommunication assistance; and
- b) competent to identify the governmental, intergovernmental and/or non-governmental resources which could be made available to facilitate

ment ou le remboursement de frais ou de droits spécifiés, le montant de ces coûts ou de ces droits et les termes, conditions et restrictions associés à leur paiement ou remboursement, les États parties tiennent notamment compte:

- a) Des principes des Nations Unies en matière d'assistance humanitaire;
- b) De la nature de la catastrophe, du risque naturel ou du risque sanitaire;
- c) Des conséquences ou des conséquences potentielles de la catastrophe;
- d) Du lieu d'origine de la catastrophe;
- e) De la région touchée ou potentiellement touchée par la catastrophe;
- f) D'éventuelles précédentes catastrophes et de la probabilité de futures catastrophes dans la région touchée;
- g) De la capacité de chaque État touché par la catastrophe, le risque naturel ou le risque sanitaire de se préparer ou de faire face à un tel événement; et
- h) Des besoins des pays en développement.

9. Le présent article s'applique en outre aux cas où une assistance en matière de télécommunication est fournie par une entité autre qu'un État ou par une organisation intergouvernementale, à condition:

- a) Que l'État partie demandeur ait consenti à ce que cette assistance en matière de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et pour les opérations de secours en cas de catastrophe soit mise à sa disposition et n'y ait pas mis fin;
- b) Que l'entité autre qu'un État ou l'organisation intergouvernementale fournissant cette assistance en matière de télécommunication ait informé l'État partie demandeur de son acceptation du présent article et des articles 4 et 5; et
- c) Que l'application du présent article ne soit pas incompatible avec tout autre accord concernant les relations entre l'État partie demandeur et l'entité autre qu'un État ou l'organisation intergouvernementale fournissant cette assistance en matière de télécommunication.

#### Article 8

##### *Inventaire des informations concernant l'assistance en matière de télécommunication*

1. Chaque État partie notifie au coordonnateur des opérations le nom de son autorité ou de ses autorités:

- a) Chargée(s) des questions relevant de la présente Convention et autorisée(s) à demander, à offrir, à accepter l'assistance et à y mettre fin; et
- b) Habilitée(s) à déterminer les ressources gouvernementales, intergouvernementales et/ou non gouvernementales pouvant être dégagées

the use of telecommunication resources for disaster mitigation and relief, including the provision of telecommunication assistance.

2. Each State Party shall endeavour to inform the operational coordinator promptly of any changes in the information provided pursuant to this Article.

3. The operational coordinator may accept notification from a non-State entity or intergovernmental organization of its procedures for authorization to offer and terminate telecommunication assistance as provided in this Article.

4. A State Party, non-State entity or intergovernmental organization may, at its discretion, include in the material it deposits with the operational coordinator information about specific telecommunication resources and about plans for the use of those resources to respond to a request for telecommunication assistance from a requesting State Party.

5. The operational coordinator shall maintain copies of all lists of authorities, and shall expeditiously disseminate such material to the States Parties, to other States, and to appropriate non-State entities and intergovernmental organizations, unless a State Party, non-State entity or intergovernmental organization has previously specified, in writing, that distribution of its material be restricted.

6. The operational coordinator shall treat material deposited by non-State entities and intergovernmental organizations in a similar manner to material deposited by States Parties.

## Article 9

### *Regulatory Barriers*

1. The States Parties shall, when possible, and in conformity with their national law, reduce or remove regulatory barriers to the use of telecommunication resources for disaster mitigation and relief, including to the provision of telecommunication assistance.

2. Regulatory barriers may include, but are not limited to:

a) regulations restricting the import or export of telecommunication equipment;



pour faciliter l'utilisation des ressources de télécommunication pour atténuer les effets des catastrophes et pour permettre les opérations de secours en cas de catastrophe, ainsi que pour fournir une assistance en matière de télécommunication.

2. Chaque État partie doit s'efforcer d'informer promptement le coordonnateur des opérations de toute modification apportée aux informations communiquées conformément aux dispositions du présent article.

3. Le coordonnateur des opérations peut accepter qu'une entité autre qu'un État ou une organisation intergouvernementale lui notifie les procédures qu'elle applique pour autoriser à offrir une assistance en matière de télécommunication et à y mettre fin conformément au présent article.

4. Un État partie, une entité autre qu'un État ou une organisation intergouvernementale peut, à sa discrétion, inclure dans le dossier qu'il ou elle dépose auprès du coordonnateur des opérations des informations concernant des ressources de télécommunication particulières ou des plans relatifs à l'utilisation de ces ressources pour répondre à une demande d'assistance en matière de télécommunication présentée par un État partie demandeur.

5. Le coordonnateur des opérations tient à jour des exemplaires de toutes les listes d'autorités et diffuse rapidement ces informations aux États parties, aux autres États, aux entités autres que des États et aux organisations intergouvernementales compétentes, à moins qu'un État partie, une entité autre qu'un État ou une organisation intergouvernementale n'ait précédemment spécifié par écrit que la diffusion des informations qu'il ou elle a fournies doit être limitée.

6. Le coordonnateur des opérations traite la documentation déposée par des entités autres que des États ou par des organisations intergouvernementales selon les mêmes modalités qui sont applicables à la documentation déposée par des États parties.

## Article 9

### *Obstacles réglementaires*

1. Les États parties réduisent ou éliminent, si possible et en conformité avec leur législation nationale, les obstacles réglementaires à l'utilisation des ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours en cas de catastrophe, y compris la fourniture d'assistance en matière de télécommunication.

2. Les obstacles réglementaires peuvent comprendre les obstacles suivants, mais cette liste n'est pas limitative:

a) Dispositions réglementaires limitant l'importation ou l'exportation d'équipements de télécommunication;

- b) regulations restricting the use of telecommunication equipment or of radio-frequency spectrum;
- c) regulations restricting the movement of personnel who operate telecommunication equipment or who are essential to its effective use;
- d) regulations restricting the transit of telecommunication resources into, out of and through the territory of a State Party; and
- e) delays in the administration of such regulations.

3. Reduction of regulatory barriers may take the form of, but shall not be limited to:

- a) revising regulations;
- b) exempting specified telecommunication resources from the application of those regulations during the use of such resources for disaster mitigation and relief;
- c) pre-clearance of telecommunication resources for use in disaster mitigation and relief, in compliance with those regulations;
- d) recognition of foreign type-approval of telecommunication equipment and/or operating licenses;
- e) expedited review of telecommunication resources for use in disaster mitigation and relief, in compliance with those regulations; and
- f) temporary waiver of those regulations for the use of telecommunication resources for disaster mitigation and relief.

4. Each State Party shall, at the request of any other State Party, and to the extent permitted by its national law, facilitate the transit into, out of and through its territory of personnel, equipment, materials and information involved in the use of telecommunication resources for disaster mitigation and relief.

5. Each State Party shall notify the operational coordinator and the other States Parties, directly or through the operational coordinator, of:

- a) measures taken, pursuant to this Convention, for reducing or removing such regulatory barriers;
- b) procedures available, pursuant to this Convention, to States Parties, other States, non-State entities and/or intergovernmental organizations for the exemption of specified telecommunication resources used for disaster mitigation and relief from the application of such regula-

- b) Dispositions réglementaires limitant l'utilisation des équipements de télécommunication ou du spectre des fréquences radioélectriques;
- c) Dispositions réglementaires limitant les mouvements des personnels qui exploitent les équipements de télécommunication ou qui sont indispensables à leur utilisation efficace;
- d) Dispositions réglementaires limitant le transit des ressources de télécommunication en direction ou en provenance du territoire d'un État partie ou à travers ce territoire;
- e) Retards dus à l'administration de dispositions réglementaires de ce type.

3. La réduction des obstacles réglementaires peut prendre la forme des mesures suivantes, mais cette liste n'est pas limitative:

- a) Révision de la réglementation;
- b) Exemption de ressources de télécommunication spécifiées de l'application de ces dispositions réglementaires pendant l'utilisation de ces ressources aux fins d'atténuation des effets des catastrophes et des opérations de secours en cas de catastrophe;
- c) Autorisation préalable d'utiliser des ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours en cas de catastrophe, dans le respect de ces dispositions réglementaires;
- d) Reconnaissance de l'homologation à l'étranger des équipements de télécommunication et/ou des licences d'exploitation;
- e) Examen rapide des ressources de télécommunication en vue de leur utilisation pour l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours en cas de catastrophe, dans le respect de ces dispositions réglementaires; et
- f) Levée temporaire de ces dispositions réglementaires en vue de l'utilisation de ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et des opérations de secours en cas de catastrophe.

4. Chaque État partie facilite, à la demande de tout autre État partie et dans les limites permises par sa législation nationale, le transit à destination ou en provenance de son territoire ou à travers son territoire du personnel, des équipements, des matériels et des informations associés à l'utilisation des ressources de télécommunication pour l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours en cas de catastrophe.

5. Chaque État Membre notifie au coordonnateur des opérations et aux autres États parties, directement ou par l'intermédiaire de celui-ci:

- a) Les mesures prises, au titre de la présente Convention, en vue de réduire ou d'éliminer les obstacles réglementaires de ce type;
- b) Les procédures mises à la disposition, au titre de la présente Convention, d'États parties, d'autres États, d'entités autres que des États et d'organisations intergouvernementales, en vue d'exempter les ressources de télécommunication spécifiées et utilisées pour l'atténuation des

tions, pre-clearance or expedited review of such resources in compliance with applicable regulations, acceptance of foreign type-approval of such resources, or temporary waiver of regulations otherwise applicable to such resources; and

c) the terms, conditions and restrictions, if any, associated with the use of such procedures.

6. The operational coordinator shall regularly and expeditiously make available to the States Parties, to other States, to non-State entities and to intergovernmental organizations an up-to-date listing of such measures, their scope, and the terms, conditions and restrictions, if any, associated with their use.

7. Nothing in this Article shall permit the violation or abrogation of obligations and responsibilities imposed by national law, international law, or multilateral or bilateral agreements, including obligations and responsibilities concerning customs and export controls.

#### Article 10

##### *Relationship to Other International Agreements*

This Convention shall not affect the rights and obligations of States Parties deriving from other international agreements or international law.

#### Article 11

##### *Dispute Settlement*

1. In the event of a dispute between States Parties concerning the interpretation or application of this Convention, the States Parties to the dispute shall consult each other for the purpose of settling the dispute. Such consultation shall begin promptly upon the written declaration, delivered by one State Party to another State Party, of the existence of a dispute under this Convention. The State Party making such a written declaration of the existence of a dispute shall promptly deliver a copy of such declaration to the depositary.

2. If a dispute between States Parties cannot be settled within six (6) months of the date of delivery of the written declaration to a State Party to the dispute, the States Parties to the dispute may request any other State Party, State, non-State entity or intergovernmental organization to use its good offices to facilitate settlement of the dispute.

3. If neither State Party seeks the good offices of another State Party, State, non-State entity or intergovernmental organization, or if the exer-

effets des catastrophes et les opérations de secours en cas de catastrophe, de l'application de ces réglementations, pour procéder à l'autorisation préalable ou à l'examen accéléré de ces ressources dans le respect des réglementations applicables, la reconnaissance de l'homologation étrangère de ces ressources, ou la levée temporaire des réglementations normalement applicables à ces ressources;

c) Les termes, conditions et restrictions associés, le cas échéant, à l'utilisation de ces procédures.

6. Le coordonnateur des opérations fournit régulièrement et rapidement aux États parties, aux autres États, aux entités autres que des États et aux organisations intergouvernementales une liste actualisée de ces mesures, de leur champ d'application, et des termes, conditions et restrictions associés, le cas échéant, à leur utilisation.

7. Nulle disposition du présent article n'autorise la violation ou l'abrogation d'obligations et de responsabilités imposées par la législation d'un pays, par le droit international ou bien par des accords multilatéraux ou bilatéraux, notamment en matière de douanes et de contrôles à l'exportation.

#### Article 10

##### *Relations avec d'autres accords internationaux*

La présente Convention n'altère pas les droits et obligations des États parties découlant d'autres accords internationaux ou du droit international.

#### Article 11

##### *Règlement des différends*

1. En cas de différend entre des États parties concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention, les États parties au différend procèdent à des consultations afin de régler le différend. Ces consultations commencent immédiatement après la déclaration écrite, remise par un État partie à un autre État partie, concernant l'existence d'un différend au titre de la présente Convention. L'État partie formulant une déclaration écrite concernant l'existence d'un différend remet immédiatement copie de cette déclaration au dépositaire.

2. Si un différend entre des États parties ne peut être réglé dans les six (6) mois à compter de la date de remise de la déclaration écrite à un État partie au différend, les États parties au différend peuvent demander à tout autre État partie, à une entité autre qu'un État ou à une organisation intergouvernementale d'utiliser ses bons offices pour faciliter le règlement du différend.

3. Si aucun des États parties ne cherche à s'assurer les bons offices d'un autre État partie, d'un État, d'une entité autre qu'un État ou d'une

cise of good offices fails to facilitate a settlement of the dispute within six (6) months of the request for such good offices being made, then either State Party to the dispute may:

a) request that the dispute be submitted to binding arbitration; or

b) submit the dispute to the International Court of Justice for decision, provided that both States Parties to the dispute have, at the time of signing, ratifying or acceding to this Convention, or at any time thereafter, accepted the jurisdiction of the International Court of Justice in respect of such disputes.

4. In the event that the respective States Parties to the dispute request that the dispute be submitted to binding arbitration and submit the dispute to the International Court of Justice for decision, the submission to the International Court of Justice shall have priority.

5. In the case of a dispute between a State Party requesting telecommunication assistance and a non-State entity or intergovernmental organization headquartered or domiciled outside of the territory of that State Party concerning the provision of telecommunication assistance under Article 4, the claim of the non-State entity or intergovernmental organization may be espoused directly by the State Party in which the non-State entity or intergovernmental organization is headquartered or domiciled as a State-to-State claim under this Article, provided that such espousal is not inconsistent with any other agreement between the State Party and the non-State entity or intergovernmental organization involved in the dispute.

6. When signing, ratifying, accepting, approving or acceding to this Convention, a State may declare that it does not consider itself bound by either or both of the dispute settlement procedures provided for in paragraph 3. The other States Parties shall not be bound by a dispute settlement procedure provided for in paragraph 3 with respect to a State Party for which such a declaration is in force.

## Article 12

### *Entry into Force*

1. This Convention shall be open for signature by all States which are members of the United Nations or of the International Telecommunication Union at the Intergovernmental Conference on Emergency Telecommunications in Tampere on 18 June 1998, and thereafter at the headquarters of the United Nations, New York, from 22 June 1998 to 21 June 2003.

organisation intergouvernementale ou encore si les bons offices ne permettent pas de faciliter le règlement du différend dans les six (6) mois à compter de la demande de bons offices présentée, l'un ou l'autre État partie au différend peut alors:

a) Demander que le différend soit soumis à un arbitrage contraignant; ou

b) Soumettre le différend à la Cour internationale de Justice pour décision, sous réserve que l'un et l'autre États parties au différend aient, au moment où ils ont signé ou ratifié la présente Convention ou bien au moment où ils y ont adhéré, ou bien encore à tout autre moment ultérieurement, accepté la juridiction de la Cour internationale de Justice pour les différends de ce type.

4. Au cas où les États parties au différend demandent que le différend soit soumis à un arbitrage contraignant et soumettent le différend à la Cour internationale de Justice pour décision, la saisine de la Cour internationale de Justice a priorité.

5. En cas de différend entre un État partie demandeur d'une assistance en matière de télécommunication et une entité autre qu'un État ou une organisation intergouvernementale, dont le siège ou le domicile est situé hors du territoire de cet État partie, concernant la mise à disposition d'une assistance en matière de télécommunication conformément à l'article 4, l'État partie sur le territoire duquel l'entité autre qu'un État ou l'organisation intergouvernementale a son siège ou son domicile peut directement faire sienne la réclamation formulée par ladite entité comme réclamation d'État à État aux termes du présent article, à condition que cette substitution ne soit pas incompatible avec tout autre accord conclu entre l'État partie et l'entité autre qu'un État ou l'organisation intergouvernementale concernés par le différend.

6. Lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation de la présente Convention ou lors de l'adhésion à la présente Convention, un État peut déclarer qu'il ne se considère pas comme lié par l'une ou l'autre des procédures de règlement des différends visées au paragraphe 3 ci-dessus. Les autres États parties ne sont pas liés par une procédure de règlement des différends visées au paragraphe 3 vis-à-vis d'un État partie auquel s'applique une déclaration de ce type.

## Article 12

### *Entrée en vigueur*

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États qui sont membres de l'Organisation des Nations Unies ou de l'Union internationale des télécommunications à la Conférence intergouvernementale sur les télécommunications d'urgence à Tampere, le 18 juin 1998 et ensuite au Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York, à compter du 22 juin 1998 jusqu'au 21 juin 2003.

2. A State may express its consent to be bound by this Convention:
  - a) by signature (definitive signature);
  - b) by signature subject to ratification, acceptance or approval followed by deposit of an instrument of ratification, acceptance or approval; or
  - c) by deposit of an instrument of accession.
3. The Convention shall enter into force thirty (30) days after the deposit of instruments of ratification, acceptance, approval or accession or definitive signature of thirty (30) States.
4. For each State which signs definitively or deposits an instrument of ratification, acceptance, approval or accession, after the requirement set out in paragraph 3 of this Article has been fulfilled, this Convention shall enter into force thirty (30) days after the date of the definitive signature or consent to be bound.

#### Article 13

##### *Amendments*

1. A State Party may propose amendments to this Convention by submitting such amendments to the depositary, which shall circulate them to the other States Parties for approval.
2. The States Parties shall notify the depositary of their approval or disapproval of such proposed amendments within one hundred and eighty (180) days of their receipt.
3. Any amendment approved by two-thirds of all States Parties shall be laid down in a Protocol which is open for signature at the depositary by all States Parties.
4. The Protocol shall enter into force in the same manner as this Convention. For each State which signs the Protocol definitively or deposits an instrument of ratification, acceptance, approval or accession, after the requirements for the entry into force of the Protocol have been fulfilled, the Protocol shall enter into force for such State thirty (30) days after the date of the definitive signature or consent to be bound.

#### Article 14

##### *Reservations*

1. When definitively signing, ratifying or acceding to this Convention or any amendment hereto, a State Party may make reservations.
2. A State Party may at any time withdraw its prior reservation by written notification to the depositary. Such withdrawal of a reservation becomes effective immediately upon notification to the depositary.



2. Un État peut exprimer son consentement à être lié par la présente Convention:

- a) Par signature (définitive);
- b) Par signature soumise à ratification, acceptation ou approbation suivie du dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou
- c) Par dépôt d'un instrument d'adhésion.

3. La Convention entre en vigueur trente (30) jours après que trente (30) États auront déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ou apposé leur signature définitive.

4. Pour chaque État ayant signé définitivement ou déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, une fois satisfaite la condition énoncée au paragraphe 3 du présent article, la présente Convention entre en vigueur trente (30) jours après la date de la signature définitive ou de l'expression du consentement à être lié.

#### Article 13

##### *Amendements*

1. Un État partie peut proposer des amendements à la présente Convention en soumettant lesdits amendements au dépositaire, qui les communique aux autres États parties pour approbation.

2. Les États parties informent le dépositaire s'ils approuvent ou non les amendements proposés dans les cent quatre-vingt (180) jours suivant leur réception.

3. Tout amendement approuvé par les deux tiers de tous les États parties est présenté dans un protocole qui est ouvert à la signature, auprès du dépositaire, par tous les États parties.

4. Le protocole entre en vigueur selon les mêmes modalités que la présente Convention. Pour chaque État ayant signé définitivement ledit protocole ou déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, une fois satisfaites les conditions applicables à l'entrée en vigueur du protocole, ledit protocole entre en vigueur pour ledit État partie trente (30) jours après la date de la signature définitive ou de l'expression du consentement à être lié.

#### Article 14

##### *Réserves*

1. Au moment de la signature définitive, de la ratification de la présente Convention ou de tout amendement y relatif, ou de l'adhésion à ladite Convention, un État partie peut formuler des réserves.

2. Un État partie peut à tout moment retirer sa réserve antérieure par notification écrite au dépositaire. Le retrait d'une réserve prend effet immédiatement après notification au dépositaire.

## Article 15

*Denunciation*

1. A State Party may denounce this Convention by written notification to the depositary.
2. Denunciation shall take effect ninety (90) days following the date of deposit of the written notification.
3. At the request of the denouncing State Party, all copies of the lists of authorities and of measures adopted and procedures available for reducing regulatory measures provided by any State Party denouncing this Convention shall be removed from use by the effective date of such denunciation.

## Article 16

*Depositary*

The Secretary-General of the United Nations shall be the depositary of this Convention.

## Article 17

*Authentic Texts*

The original of this Convention, of which the Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited with the depositary. Only the English, French and Spanish authentic texts will be made available for signature at Tampere on 18 June 1998. The depositary shall prepare the authentic texts in Arabic, Chinese and Russian as soon as possible thereafter.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

DONE at Tampere (Finland), this 18th day of June 1998.

---

## Article 15

*Dénonciation*

1. Un État partie peut dénoncer la présente Convention par notification écrite au dépositaire.
2. La dénonciation prend effet quatre-vingt-dix (90) jours après la date de dépôt de la notification écrite.
3. À la demande de l'État partie dénonçant la présente Convention, tous les exemplaires des listes des autorités ainsi que des mesures adoptées et des procédures disponibles pour réduire les obstacles réglementaires, qu'il aura précédemment communiqués, sont retirés à la date à laquelle prend effet ladite dénonciation.

## Article 16

*Dépositaire*

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire de la présente Convention.

## Article 17

*Textes faisant foi*

L'original de la présente Convention, dont les versions anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe font également foi, est déposé auprès du dépositaire. Seuls les textes faisant foi en anglais, français et espagnol seront disponibles à la signature à Tampere, le 18 juin 1998. Le dépositaire élabore les textes faisant foi en arabe, chinois et russe dès que possible après cette date.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cette fin, ont signé la présente Convention.

FAIT à Tampere (Finlande), le dix-huit juin 1998.

---

Het Verdrag is ondertekend voor de volgende staten:

|   |                   |
|---|-------------------|
| Benin . . . . .                             | 18 juni 1998      |
| Burundi . . . . .                           | 18 juni 1998      |
| Chili . . . . .                             | 18 juni 1998      |
| Cyprus . . . . .                            | 18 juni 1998      |
| Denemarken . . . . .                        | 18 juni 1998      |
| Duitsland . . . . .                         | 18 juni 1998      |
| Finland . . . . .                           | 18 juni 1998      |
| Ghana . . . . .                             | 18 juni 1998      |
| Italië . . . . .                            | 18 juni 1998      |
| Kenya . . . . .                             | 18 juni 1998      |
| Koeweit . . . . .                           | 18 juni 1998      |
| Kongo . . . . .                             | 18 juni 1998      |
| Mali . . . . .                              | 18 juni 1998      |
| Malta . . . . .                             | 18 juni 1998      |
| Mauritanië . . . . .                        | 18 juni 1998      |
| Mongolië . . . . .                          | 18 juni 1998      |
| Nicaragua . . . . .                         | 18 juni 1998      |
| Niger . . . . .                             | 18 juni 1998      |
| Polen . . . . .                             | 18 juni 1998      |
| Portugal . . . . .                          | 18 juni 1998      |
| Roemenië . . . . .                          | 18 juni 1998      |
| Tadzjikistan . . . . .                      | 18 juni 1998      |
| Zwitserland . . . . .                       | 18 juni 1998      |
| Oezbekistan . . . . .                       | 6 oktober 1998    |
| Oeganda . . . . .                           | 28 oktober 1998   |
| Marokko . . . . .                           | 1 december 1998   |
| de Marshalleilanden . . . . .               | 11 november 1998  |
| Libanon . . . . .                           | 17 november 1998  |
| de Verenigde Staten van Amerika . . . . .   | 17 november 1998  |
| Senegal . . . . .                           | 20 november 1998  |
| de Voormalige Republiek Macedonië . . . . . | 3 december 1998   |
| Sudan . . . . .                             | 4 december 1998   |
| Peru . . . . .                              | 14 januari 1999   |
| Haïti . . . . .                             | 11 februari 1999  |
| Honduras . . . . .                          | 25 februari 1999  |
| Brazilië . . . . .                          | 12 maart 1999     |
| Nepal . . . . .                             | 23 april 1999     |
| Argentinië . . . . .                        | 11 mei 1999       |
| Estland . . . . .                           | 25 mei 1999       |
| Canada . . . . .                            | 15 juni 1999      |
| Sri Lanka . . . . .                         | 5 augustus 1999   |
| Oman . . . . .                              | 19 augustus 1999  |
| Bulgarije . . . . .                         | 22 september 1999 |
| Tsjaad . . . . .                            | 20 oktober 1999   |
| India . . . . .                             | 29 november 1999  |

|  |                  |
|--|------------------|
| Sint Lucia . . . . .                     | 31 januari 2000  |
| Slowakije . . . . .                      | 16 februari 2000 |
| El Salvador . . . . .                    | 9 augustus 2000  |
| het Koninkrijk der Nederlanden . . . . . | 19 december 2000 |

### C. VERTALING

#### **Verdrag van Tampere inzake de levering van telecommunicatievoorzieningen voor rampenmitigatie en noodhulpoperaties**

De Staten die Partij zijn bij dit Verdrag,

In het besef dat de omvang, de complexiteit, de frequentie en de gevolgen van rampen sterk toenemen en in ontwikkelingslanden buitengewoon ernstige consequenties hebben,

In herinnering brengend dat humanitaire hulpverleningsorganisaties betrouwbare en flexibele telecommunicatievoorzieningen nodig hebben voor de uitvoering van hun vitale taken,

Voorts in herinnering brengend de essentiële rol van telecommunicatievoorzieningen bij het faciliteren van de veiligheid van het personeel dat de humanitaire noodhulp en bijstand verleent,

Voorts in herinnering brengend de vitale rol van radio-uitzendingen bij het verspreiden van nauwkeurige informatie over rampen onder in gevaar verkerende bevolkingsgroepen,

Ervan overtuigd dat de doelmatige en tijdige inzet van telecommunicatievoorzieningen en de snelle en efficiënte uitwisseling van nauwkeurige en betrouwbare informatie van wezenlijk belang zijn om het verlies aan mensenlevens, het menselijk lijden en de schade aan eigendommen en leefomgeving als gevolg van rampen te beperken,

Bezorgd over de gevolgen van rampen voor communicatiefaciliteiten en informatiestromen,

Zich bewust van de bijzondere behoefte aan technische bijstand van de minst ontwikkelde, rampgevoelige landen, teneinde telecommunicatievoorzieningen te ontwikkelen voor rampenmitigatie en noodhulpoperaties,

Opnieuw bevestigend de absolute prioriteit die wordt toegekend aan levensreddende communicatie in noodsituaties in meer dan vijftig internationale regelgevende kaders, waaronder het Statuut van de Internationale Telecommunicatie Unie,

Gelet op de geschiedenis van de internationale samenwerking en coördinatie bij rampenmitigatie en noodhulp, met inbegrip van de aange-toonde levensreddende rol van de tijdige inzet en het gebruik van telecommunicatievoorzieningen,

Voorts gelet op het verslag van de Internationale Conferentie over communicatie bij rampen (Genève, 1990) betreffende de mogelijkheden van telecommunicatiesystemen bij de reactie op en het herstel na rampen,

Voorts gelet op de dringende roep in de Verklaring van Tampere inzake communicatie bij rampen (Tampere, 1991) om betrouwbare telecommunicatiesystemen voor rampenmitigatie en noodhulpoperaties, en om een internationaal verdrag inzake communicatie bij rampen teneinde deze systemen te bevorderen,

Voorts gelet op Resolutie 44/236 van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties, die het tijdvak 1990–2000 uitroept tot Internationaal Decennium voor de beperking van natuurrampen, en Resolutie 46/182, waarin wordt opgeroepen tot versterking van de coördinatie van humanitaire noodhulp,

Voorts gelet op de prominente rol die wordt toegekend aan communicatievoorzieningen in de strategie en het actieplan van Yokohama voor een veiliger wereld, aangenomen door de Wereldconferentie inzake het beperken van natuurrampen (Yokohama, 1994),

Voorts gelet op Resolutie 7 van de Wereldconferentie inzake de ontwikkeling van telecommunicatie (Buenos Aires, 1994), bekrachtigd bij Resolutie 36 van de Conferentie van gevolmachtigden van de Internationale Telecommunicatie Unie (Kyoto, 1994), die regeringen aanspoort alle praktische maatregelen te nemen om de snelle ingebruikneming en het doelmatige gebruik van telecommunicatie-apparatuur voor rampenmitigatie en noodhulpoperaties te vergemakkelijken door reglementaire belemmeringen te beperken en waar mogelijk weg te nemen en de samenwerking tussen Staten te intensiveren,

Voorts gelet op Resolutie 644 van de Wereld Radiocommunicatie Conferentie (Genève, 1997), die regeringen aanspoort de aanneming van dit Verdrag en de uitvoering ervan op nationaal niveau volledig te steunen,

Voorts gelet op Resolutie 19 van de Wereldconferentie inzake de ontwikkeling van telecommunicatie (Valletta, 1998), die regeringen aanspoort de bestudering van dit Verdrag voort te zetten teneinde te overwegen de aanneming ervan volledig te steunen,

Voorts gelet op Resolutie 51/94 van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties, die de ontwikkeling aanmoedigt van een transparante en tijdige procedure voor het instellen van doelmatige regelingen voor de coördinatie van noodhulp bij rampen, alsmede van ReliefWeb als het wereldwijde informatiesysteem voor het verspreiden van betrouwbare en tijdige informatie inzake noodsituaties en natuurgeweld,

Onder verwijzing naar de conclusies van de Werkgroep voor telecommunicatie in noodsituaties ten aanzien van de cruciale rol van telecommunicatie bij rampenmitigatie en noodhulp,

Ondersteund door het werk van vele Staten, organen van de Verenigde Naties, gouvernementele, intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties, humanitaire organisaties, aanbieders van telecommunicatie-apparatuur en telecommunicatiediensten, media, universiteiten en organisaties die actief zijn op het gebied van communicatie en rampen, om de communicatie bij rampen te verbeteren en te vergemakkelijken,

Geleid door de wens de betrouwbare en snelle beschikbaarheid van telecommunicatievoorzieningen voor rampenmitigatie en noodhulpoperaties te waarborgen, en

Voorts geleid door de wens internationale samenwerking te vergemakkelijken teneinde de gevolgen van rampen te beperken,

Zijn als volgt overeengekomen:

#### Artikel 1

##### *Begripsbepalingen*

Voor de toepassing van dit Verdrag hebben onderstaande termen, tenzij uit de context waarin zij worden gebruikt anderszins blijkt, de volgende betekenis:

1. „Staat die Partij is” een Staat die ermee heeft ingestemd door dit Verdrag te worden gebonden.

2. „Staat die Partij is die bijstand verleent”: een Staat die Partij is bij dit Verdrag en ingevolge daarvan bijstand op het gebied van telecommunicatie verleent.

3. „Verzoekende Staat die Partij is”: een Staat die Partij is bij dit Verdrag en ingevolge daarvan om bijstand op het gebied van telecommunicatie verzoekt.

4. „Dit Verdrag”: het Verdrag van Tampere inzake de levering van telecommunicatievoorzieningen voor rampenmitigatie en noodhulpoperaties.

5. „De depositaris”: de depositaris van dit Verdrag zoals vermeld in artikel 16.

6. „Ramp”: een ernstige verstoring van het functioneren van een maatschappij, waarbij een wezenlijk en algemeen gevaar ontstaat voor het menselijk leven, de gezondheid, eigendommen of de leefomgeving, ongeacht of deze verstoring wordt veroorzaakt door een ongeval, een natuurverschijnsel of menselijke activiteiten, en ongeacht of deze verstoring plotseling ontstaat of het gevolg is van gecompliceerde en langdurige processen.

7. „Rampenmitigatie”: maatregelen die tot doel hebben rampen te voorkomen, te voorspellen, zich op rampen voor te bereiden, erop te reageren, ze te volgen en/of de gevolgen ervan te verzachten.

8. „Gezondheidsrisico”: het plotseling uitbreken van besmettelijke ziekten, in de vorm van epidemieën of pandemieën, of een andere gebeurtenis die een wezenlijk gevaar voor het menselijk leven of de gezondheid vormt en een ramp zou kunnen veroorzaken.

9. „Natuurgeweld”: een gebeurtenis of proces, zoals een aardbeving, brand, overstroming, wind, aardverschuiving, lawine, cycloon, tsoenami, insectenplaag, droogte of vulkaanuitbarsting die of dat een ramp zou kunnen veroorzaken.

10. „Niet-gouvernementele organisatie”: elke organisatie, met inbegrip van particuliere organen en ondernemingen, anders dan een Staat of een gouvernementele of intergouvernementele organisatie, die zich bezighoudt met rampenmitigatie en noodhulp en/of de levering van telecommunicatievoorzieningen voor rampenmitigatie en noodhulp.

11. „Orgaan anders dan een Staat”: elk orgaan, anders dan een Staat, met inbegrip van niet-gouvernementele organisaties en de Rode Kruis- en de Rode Halve Maan-beweging, dat zich bezighoudt met rampenmitigatie en noodhulp en/of de levering van telecommunicatievoorzieningen voor rampenmitigatie en noodhulp.

12. „Noodhulpoperaties”: die activiteiten die tot doel hebben het verlies aan mensenlevens, het menselijk lijden en door de ramp aan eigen- en/of leefomgeving veroorzaakte schade te beperken.

13. „Bijstand op het gebied van telecommunicatie”: de levering van telecommunicatievoorzieningen of andere voorzieningen of ondersteuning die tot doel hebben het gebruik van telecommunicatievoorzieningen te vergemakkelijken.

14. „Telecommunicatievoorzieningen”: personeel, apparatuur, materialen, informatie, opleiding, radiofrequentiespectrum, netwerk- of transmissiecapaciteit of andere voor de telecommunicatie benodigde voorzieningen.

15. „Telecommunicatie”: elke overbrenging, uitzending of ontvangst van tekens, signalen, schrift, beelden, geluiden of informatie van welke aard ook door middel van kabel- of radiostelsels, glasvezel- of andere elektromagnetische systemen.

## Artikel 2

### *Coördinatie*

1. De Coördinator van de Verenigde Naties voor Rampenhulp is de uitvoerende coördinator voor dit Verdrag en kwijt zich van de verantwoordelijkheden van de uitvoerende coördinator als omschreven in de artikelen 3, 4, 6, 7, 8 en 9.

2. De uitvoerende coördinator verzoekt om de medewerking van andere bevoegde organisaties van de Verenigde Naties, in het bijzonder de Internationale Telecommunicatie Unie, teneinde hem bij te staan bij



het verwezenlijken van de doelstellingen van dit Verdrag en, in het bijzonder, van de verantwoordelijkheden als omschreven in de artikelen 8 en 9, en de nodige technische ondersteuning te verlenen die strookt met de doelstellingen van de desbetreffende organisaties.

3. De verantwoordelijkheden van de uitvoerende coördinator ingevolge dit Verdrag beperken zich tot coördinerende activiteiten met een internationaal karakter.

### Artikel 3

#### *Algemene bepalingen*

1. De Staten die Partij zijn werken, in overeenstemming met het bepaalde in dit Verdrag, onderling en met organen anders dan Staten en intergouvernementele organisaties samen, teneinde het gebruik van telecommunicatievoorzieningen voor rampenmitigatie en noodhulp te vergemakkelijken.

2. Dit gebruik omvat, doch is niet beperkt tot:

a. het inzetten van grond- en satelliet-telecommunicatie-apparatuur om natuurgeweld, gezondheidsrisico's en rampen te voorspellen en te volgen, en daarover informatie te verschaffen;

b. het uitwisselen van informatie ter zake van natuurgeweld, gezondheidsrisico's en rampen tussen de Staten die Partij zijn onderling en met andere Staten, met organen anders dan Staten en met intergouvernementele organisaties, en de verspreiding van deze informatie onder het publiek, in het bijzonder onder gemeenschappen die in gevaar verkeren;

c. het onverwijld verlenen van bijstand op het gebied van telecommunicatie teneinde de gevolgen van een ramp te verzachten; en

d. het installeren en bedienen van betrouwbare en flexibele telecommunicatievoorzieningen die zullen worden gebruikt door humanitaire hulpverleningsorganisaties.

3. Teneinde dit gebruik te vergemakkelijken, kunnen Staten die Partij zijn aanvullende multinationale of bilaterale verdragen of regelingen sluiten.

4. De Staten die Partij zijn verzoeken de uitvoerende coördinator, in overleg met de Internationale Telecommunicatie Unie, de depositaris en andere betrokken organen van de Verenigde Naties en intergouvernementele en niet-gouvernementele organisaties alles in het werk te stellen, in overeenstemming met het bepaalde in dit Verdrag, teneinde:

a. in overleg met de Staten die Partij zijn modelverdragen op te stellen die kunnen dienen als basis voor multinationale of bilaterale verdragen die de levering van telecommunicatievoorzieningen voor rampenmitigatie en noodhulp vergemakkelijken;

b. modelverdragen, aanbevolen handelwijzen en andere van belang zijnde informatie ter beschikking te stellen aan Staten die Partij zijn,

andere Staten, organen anders dan Staten en intergouvernementele organisaties, ter zake van de levering van telecommunicatievoorzieningen voor rampenmitigatie en noodhulp, met behulp van elektronische middelen of andere geschikte mechanismen;

c. procedures en systemen voor het verzamelen en verspreiden van informatie te ontwikkelen, toe te passen en bij te houden die voor de uitvoering van het Verdrag noodzakelijk zijn; en

d. de Staten in kennis te stellen van de voorwaarden van dit Verdrag, alsmede de in dit Verdrag bedoelde samenwerking tussen Staten die Partij zijn te vergemakkelijken en te ondersteunen.

5. De Staten die Partij zijn werken onderling samen teneinde de mogelijkheden van gouvernementele organisaties, organen anders dan Staten en intergouvernementele organisaties te vergroten, opdat deze opleidingsstelsels kunnen opzetten voor de behandeling en de bediening van apparatuur, alsmede cursussen voor het ontwikkelen, ontwerpen en bouwen van noodtelecommunicatiefaciliteiten voor het voorkomen, volgen en mitigeren van rampen.

#### Artikel 4

##### *Het verlenen van bijstand op het gebied van telecommunicatie*

1. Een Staat die Partij is die bijstand op het gebied van telecommunicatie voor rampenmitigatie en noodhulp behoeft, kan elk van de Staten die Partij zijn daarom verzoeken, hetzij rechtstreeks hetzij door tussenkomst van de uitvoerende coördinator. Indien het verzoek wordt gedaan door tussenkomst van de uitvoerende coördinator, verspreidt de uitvoerende coördinator deze informatie onmiddellijk onder alle andere betrokken Staten die Partij zijn. Indien het verzoek rechtstreeks aan een andere Staat die Partij is wordt gedaan, stelt de verzoekende Staat die Partij is de uitvoerende coördinator zo spoedig mogelijk hiervan in kennis.

2. Een Staat die Partij is die om bijstand op het gebied van telecommunicatie verzoekt, omschrijft de reikwijdte en de aard van de benodigde bijstand en de ingevolge de artikelen 5 en 9 van dit Verdrag genomen maatregelen, en verschaft, indien mogelijk, de Staat die Partij is waaraan het verzoek is gericht en/of de uitvoerende coördinator alle overige informatie die noodzakelijk is om vast te stellen in hoeverre de betreffende Staat aan het verzoek kan voldoen.

3. Elke Staat die Partij is waaraan hetzij rechtstreeks hetzij door tussenkomst van de uitvoerende coördinator een verzoek om bijstand op het gebied van telecommunicatie wordt gericht, besluit onverwijld of hij de bijstand waarom wordt verzocht, hetzij rechtstreeks hetzij anderszins, zal verlenen en bepaalt de reikwijdte en de eventueel aan de bijstand verbonden voorwaarden, beperkingen en kosten, en doet de verzoekende Staat die Partij is daarvan mededeling.

4. Elke Staat die Partij is die besluit bijstand op het gebied van telecommunicatie te verlenen, stelt de uitvoerende coördinator zo spoedig mogelijk hiervan in kennis.

5. Ingevolge dit Verdrag wordt geen bijstand op het gebied van telecommunicatie verleend zonder de instemming van de verzoekende Staat die Partij is. De verzoekende Staat die Partij is behoudt het recht de bijstand op het gebied van telecommunicatie die ingevolge dit Verdrag wordt aangeboden, geheel of gedeeltelijk te weigeren overeenkomstig de bestaande nationale wetgeving en het bestaande nationale beleid van de verzoekende Staat die Partij is.

6. De Staten die Partij zijn erkennen het recht van verzoekende Staten die Partij zijn, organen anders dan Staten en intergouvernementele organisaties rechtstreeks te verzoeken om bijstand op het gebied van telecommunicatie, alsmede het recht van organen anders dan Staten en intergouvernementele organisaties, overeenkomstig de wetgeving waaraan zij zijn onderworpen, bijstand op het gebied van telecommunicatie te verlenen aan verzoekende Staten die Partij zijn op grond van dit artikel.

7. Een orgaan anders dan een Staat of een intergouvernementele organisatie kan geen „verzoekende Staat die Partij is” zijn en kan niet verzoeken om bijstand op het gebied van telecommunicatie ingevolge dit Verdrag.

8. Niets in dit Verdrag doet afbreuk aan het recht van een Staat die Partij is overeenkomstig zijn nationale wetgeving toezicht te houden op de overeenkomstig dit Verdrag op zijn grondgebied verleende bijstand op het gebied van telecommunicatie en deze te leiden, te controleren en te coördineren.

#### Artikel 5

##### *Voorrechten, immuniteiten en faciliteiten*

1. De verzoekende Staat die Partij is kent, voor zover zijn nationale wetgeving dat toestaat, aan personen die geen onderdaan van de desbetreffende Staat zijn, en aan organisaties, anders dan die welke hun zetel of hun vestiging op zijn grondgebied hebben, die handelen ingevolge dit Verdrag teneinde bijstand op het gebied van telecommunicatie te verlenen en waarvan mededeling is gedaan aan en die zijn aanvaard door de verzoekende Staat die Partij is, de voorrechten, immuniteiten en faciliteiten toe welke nodig zijn voor de uitvoering van hun taken, met inbegrip van, doch niet beperkt tot:

a. immuniteit ten aanzien van arrestatie, hechtenis en rechtsvervolging, met inbegrip van strafrechtelijke, civielrechtelijke en bestuursrechtelijke procedures van de verzoekende Staat die Partij is ten aanzien van handelingen of het nalaten van handelingen die specifiek en rechtstreeks verband houden met de verlening van bijstand op het gebied van telecommunicatie;

b. vrijstelling van belastingen, rechten en andere heffingen, behalve van die welke gewoonlijk bij de prijs van goederen of diensten zijn inbegrepen, ten aanzien van de uitvoering van hun bijstandstaken of ten aanzien van de apparatuur, de materialen en andere goederen die het grondgebied van de verzoekende Staat die Partij is worden binnengebracht of aldaar worden gekocht teneinde bijstand op het gebied van telecommunicatie ingevolge dit Verdrag te verlenen; en

c. immuniteit ten aanzien van inbeslagneming of vordering van de bedoelde apparatuur, materialen en goederen.

2. De verzoekende Staat die Partij is stelt, voor zover dit in zijn vermogen ligt, plaatselijke faciliteiten en diensten ter beschikking voor het deugdelijke en doelmatige beheer van de bijstand op het gebied van telecommunicatie, met inbegrip van de waarborg dat voor de telecommunicatie-apparatuur die ingevolge dit Verdrag zijn grondgebied wordt binnengebracht met spoed mogelijk een vergunning wordt verleend of van de vergunningsplicht wordt vrijgesteld in overeenstemming met zijn nationale wet- en regelgeving.

3. De verzoekende Staat die Partij is waarborgt de veiligheid van personeel, apparatuur en materialen die ingevolge dit Verdrag zijn grondgebied worden binnengebracht.

4. De eigendom van apparatuur en materialen die ingevolge dit Verdrag zijn geleverd, wordt niet beïnvloed door het gebruik ervan uit hoofde van dit Verdrag. De verzoekende Staat die Partij is waarborgt de onverwijld teruggeve van deze apparatuur, materialen en goederen aan de desbetreffende Staat die Partij is die de bijstand verleent.

5. De verzoekende Staat die Partij is zal geen telecommunicatievoorzieningen die ingevolge dit Verdrag zijn geleverd, inzetten of gebruiken voor doeleinden die niet rechtstreeks verband houden met het voorspellen en volgen van, het reageren op en het zich voorbereiden op rampen, of met het verzachten van de gevolgen van rampen of het bieden van noodhulp tijdens en na rampen.

6. Niets in dit artikel verplicht een verzoekende Staat die Partij is voorrechten en immuniteiten toe te kennen aan zijn onderdanen, aan personen die in de betreffende verzoekende Staat die Partij is hun vaste verblijfplaats hebben of aan organisaties die op zijn grondgebied hun zetel of hun vestiging hebben.

7. Onverminderd hun voorrechten en immuniteiten in overeenstemming met dit artikel dienen alle personen die binnenkomen op het grondgebied van een Staat die Partij is teneinde bijstand op het gebied van telecommunicatie te verlenen of anderszins het gebruik van telecommunicatievoorzieningen ingevolge dit Verdrag te vergemakkelijken, alsmede alle organisaties die bijstand op het gebied van telecommunicatie verlenen of anderszins het gebruik van telecommunicatievoorzieningen ingevolge dit Verdrag vergemakkelijken, de wet- en

regelgeving van de desbetreffende Staat die Partij is in acht te nemen. Deze personen en organisaties dienen zich bovendien niet te mengen in de binnenlandse aangelegenheden van de Staat die Partij is op het grondgebied waarvan zij zijn binnengekomen.

8. Niets in dit artikel doet afbreuk aan de rechten en verplichtingen ten aanzien van voorrechten en immuniteiten die zijn toegekend aan personen en organisaties die onmiddellijk of middellijk deelnemen aan bijstand op het gebied van telecommunicatie ingevolge andere internationale verdragen (daaronder begrepen het Verdrag nopens de voorrechten en immuniteiten van de Verenigde Naties, aangenomen door de Algemene Vergadering op 13 februari 1946, en het Verdrag nopens de voorrechten en immuniteiten van de gespecialiseerde organisaties, aangenomen door de Algemene Vergadering op 21 november 1947) of het internationale recht.

#### Artikel 6

##### *Beëindiging van de bijstandsverlening*

1. De verzoekende Staat die Partij is of de Staat die Partij is en bijstand verleent, kan te allen tijde de bijstand op het gebied van telecommunicatie die ingevolge artikel 4 wordt ontvangen of verleend door middel van een schriftelijke kennisgeving beëindigen. Na ontvangst van de kennisgeving plegen de betrokken Staten die Partij zijn overleg teneinde de bijstand op passende en snelle wijze te beëindigen, waarbij zij rekening houden met de gevolgen die de beëindiging zal hebben voor het gevaar voor mensenlevens en lopende noodhulpoperaties.

2. Staten die Partij zijn die ingevolge dit Verdrag bijstand op het gebied van telecommunicatie verlenen of ontvangen, blijven na de beëindiging van de bijstand onderworpen aan het bepaalde in dit Verdrag.

3. Elke Staat die Partij is die om beëindiging van de bijstand op het gebied van telecommunicatie verzoekt, stelt de uitvoerende coördinator van dit verzoek in kennis. De uitvoerende coördinator verleent de bijstand waarom is verzocht en die noodzakelijk is om de beëindiging van de bijstand op het gebied van telecommunicatie te vergemakkelijken.

#### Artikel 7

##### *Betaling of vergoeding van kosten of honoraria*

1. De Staten die Partij zijn kunnen de verlening van bijstand op het gebied van telecommunicatie voor rampenmitigatie en noodhulp onderwerpen aan de voorwaarde van instemming met betaling of vergoeding van gespecificeerde kosten of honoraria, te allen tijde indachtig het bepaalde van het negende lid van dit artikel.

2. Indien een dergelijke voorwaarde bestaat, leggen de Staten die Partij zijn voorafgaand aan de verlening van de bijstand op het gebied van telecommunicatie schriftelijk vast:

- a. de verplichting tot betaling of vergoeding;
- b. het bedrag van de betaling of vergoeding, of de voorwaarden op basis waarvan deze wordt berekend; en
- c. alle overige voorwaarden of beperkingen die op de betaling of vergoeding van toepassing zijn, met inbegrip van, doch niet beperkt tot, de valuta waarin de betaling of vergoeding plaatsvindt.

3. Aan de voorwaarden als bedoeld in de leden 2 b) en 2 c) van dit artikel kan worden voldaan door te verwijzen naar gepubliceerde tarieven, percentages of prijzen.

4. Teneinde te voorkomen dat de onderhandelingen over overeenkomsten inzake betaling of vergoeding de verlening van bijstand op het gebied van telecommunicatie onnodig vertragen, stelt de uitvoerende coördinator in overleg met de Staten die Partij zijn een modelovereenkomst voor betaling en vergoeding op, die als basis kan dienen voor onderhandelingen over betalings- en vergoedingsverplichtingen ingevolge dit artikel.

5. Een Staat die Partij is kan niet worden verplicht tot betaling of vergoeding van kosten of honoraria ingevolge dit Verdrag zonder vooraf te hebben ingestemd met de voorwaarden als vastgesteld ingevolge het tweede lid van dit artikel door een Staat die Partij is die bijstand verleent.

6. Indien de verlening van bijstand op het gebied van telecommunicatie op behoorlijke wijze is onderworpen aan de voorwaarde van betaling of vergoeding van kosten of honoraria ingevolge dit artikel, vindt de betaling of vergoeding onmiddellijk plaats nadat de Staat die Partij is die de bijstand verleent zijn verzoek om betaling of vergoeding heeft ingediend.

7. Gelden die door een verzoekende Staat die Partij is in het kader van verlening van bijstand op het gebied van telecommunicatie zijn betaald of vergoed, zijn vrij overdraagbaar buiten het rechtsgebied van de verzoekende Staat die Partij is en worden niet vertraagd of ingehouden.

8. Bij het bepalen of de verlening van bijstand op het gebied van telecommunicatie dient te worden onderworpen aan de voorwaarde van een overeenkomst inzake betaling of vergoeding van kosten of honoraria, en bij het bepalen van het bedrag van die kosten of honoraria, alsmede de voorwaarden en beperkingen die aan betaling of vergoeding zijn verbonden, houden de Staten die Partij zijn onder meer rekening met:

- a. de beginselen van de Verenigde Naties ten aanzien van humanitaire hulp;
- b. de aard van de ramp, het natuurgeweld of het gezondheidsrisico;
- c. de gevolgen of de mogelijke gevolgen van de ramp;
- d. de oorsprong van de ramp;
- e. het gebied dat door de ramp is getroffen of kan worden getroffen;

- f. eventuele eerdere rampen en de kans op toekomstige rampen in het getroffen gebied;
- g. de mogelijkheden van elke Staat die is getroffen door de ramp, het natuurgeweld of het gezondheidsrisico, om zich op een dergelijke gebeurtenis voor te bereiden of hieraan het hoofd te bieden; en
- h. de behoeften van ontwikkelingslanden.

9. Dit artikel is eveneens van toepassing op gevallen waarin bijstand op het gebied van telecommunicatie wordt verleend door een orgaan anders dan een Staat of door een intergouvernementele organisatie, mits:

- a. de verzoekende Staat die Partij is heeft ingestemd met de bijstand op het gebied van telecommunicatie voor rampenmitigatie en noodhulp, en deze niet heeft beëindigd;
- b. het orgaan anders dan een Staat of de intergouvernementele organisatie die de bijstand op het gebied van telecommunicatie verleent, de verzoekende Staat die Partij is heeft laten weten dit artikel en de artikelen 4 en 5 te eerbiedigen; en
- c. de toepassing van dit artikel niet onverenigbaar is met enige andere overeenkomst inzake de betrekkingen tussen de verzoekende Staat die Partij is en het orgaan anders dan een Staat of de intergouvernementele organisatie die de bijstand op het gebied van telecommunicatie verleent.

#### Artikel 8

##### *Inventarisatie van de informatie ter zake van bijstand op het gebied van telecommunicatie*

1. Elke Staat die Partij is informeert de uitvoerende coördinator over zijn autoriteit of autoriteiten:
  - a. die verantwoordelijk is of zijn voor aangelegenheden die voortvloeien uit de bepalingen van dit Verdrag en bevoegd is of zijn te verzoeken om bijstand op het gebied van telecommunicatie en deze aan te bieden, te aanvaarden en te beëindigen; en
  - b. die bevoegd is of zijn de gouvernementele, intergouvernementele en/of niet-gouvernementele voorzieningen vast te stellen die beschikbaar zouden kunnen worden gesteld om het gebruik van telecommunicatievoorzieningen voor rampenmitigatie en noodhulp te vergemakkelijken, met inbegrip van het verlenen van bijstand op het gebied van telecommunicatie.
2. Elke Staat die Partij is tracht de uitvoerende coördinator onverwijld mededeling te doen van alle wijzigingen van de ingevolge dit artikel verschaft informatie.
3. De uitvoerende coördinator kan kennis nemen van de goedkeuringsprocedures van een orgaan anders dan een Staat of een intergouvernementele organisatie voor het aanbieden en het beëindigen van bijstand op het gebied van telecommunicatie overeenkomstig dit artikel.

4. Een Staat die Partij is, een orgaan anders dan een Staat of een intergouvernementele organisatie kan naar eigen goeddunken in de stukken die deze bij de uitvoerende coördinator nederlegt, informatie opnemen ter zake van bepaalde telecommunicatievoorzieningen en ter zake van plannen voor het gebruik van deze voorzieningen teneinde te reageren op een door een verzoekende Staat die Partij is ingediend verzoek om bijstand op het gebied van telecommunicatie.

5. De uitvoerende coördinator bewaart afschriften van alle lijsten met autoriteiten en doet deze informatie onverwijld toekomen aan de Staten die Partij zijn, aan andere Staten en aan bevoegde organen anders dan Staten en intergouvernementele organisaties, tenzij een Staat die Partij is, een orgaan anders dan een Staat of een intergouvernementele organisatie daaraan voorafgaand schriftelijk heeft medegedeeld dat verspreiding van door hem of haar verschafte informatie aan beperkingen dient te zijn gebonden.

6. De uitvoerende coördinator behandelt de door organen, anders dan Staten en intergouvernementele organisaties, nedergelegde informatie op dezelfde wijze als door Staten die Partij zijn nedergelegde informatie.

#### Artikel 9

##### *Belemmeringen van regelgevende aard*

1. De Staten die Partij zijn beperken of nemen, voor zover mogelijk en met inachtneming van hun nationale wetgeving, belemmeringen van regelgevende aard weg voor het gebruik van telecommunicatievoorzieningen voor rampenmitigatie en noodhulp, met inbegrip van het verlenen van bijstand op het gebied van telecommunicatie.

2. Belemmeringen van regelgevende aard kunnen omvatten, doch zijn niet beperkt tot:

- a. regelgeving die de invoer of uitvoer van telecommunicatie-apparatuur beperkt;
- b. regelgeving die het gebruik van telecommunicatie-apparatuur of van het radiofrequentiespectrum beperkt;
- c. regelgeving die de bewegingsvrijheid beperkt van personeel dat de telecommunicatie-apparatuur bedient of voor het doelmatige gebruik daarvan onmisbaar is;
- d. regelgeving die de doorvoer van telecommunicatievoorzieningen naar, vanaf en over het grondgebied van een Staat die Partij is beperkt; en
- e. vertragingen in de uitvoering van een dergelijke regelgeving.

3. Beperking van belemmeringen van regelgevende aard kan geschieden door middel van, doch is niet beperkt tot:

- a. herziening van de regelgeving;
- b. vrijstelling van bepaalde telecommunicatievoorzieningen van de toepassing van de regelgeving gedurende het gebruik van deze voorzieningen voor rampenmitigatie en noodhulp;



c. het van te voren goedkeuren van telecommunicatievoorzieningen voor gebruik bij rampenmitigatie en noodhulp, met inachtneming van de desbetreffende regelgeving;

d. erkenning van de buitenlandse typegoedkeuring van telecommunicatie-apparatuur en/of gebruiksvergunningen;

e. versnelde inspectie van de telecommunicatievoorzieningen voor gebruik bij rampenmitigatie en noodhulp, met inachtneming van de desbetreffende regelgeving; en

f. het tijdelijk buiten werking stellen van de regelgeving voor het gebruik van telecommunicatievoorzieningen voor rampenmitigatie en noodhulp.

4. Elke Staat die Partij is vergemakkelijkt, op verzoek van een andere Staat die Partij is en voor zover zijn nationale wetgeving dat toelaat, de doorvoer naar, vanaf of over zijn grondgebied van personeel, apparatuur, materialen en informatie die verband houden met het gebruik van telecommunicatievoorzieningen voor rampenmitigatie en noodhulp.

5. Elke Staat die Partij is doet de uitvoerende coördinator en de andere Staten die Partij zijn, hetzij rechtstreeks hetzij door tussenkomst van de uitvoerende coördinator, mededeling van:

a. maatregelen die ingevolge dit Verdrag zijn genomen teneinde de belemmeringen van regelgevende aard te beperken of weg te nemen;

b. procedures die ingevolge dit Verdrag ter beschikking staan van Staten die Partij zijn, andere Staten, organen anders dan Staten en/of intergouvernementele organisaties teneinde bepaalde telecommunicatievoorzieningen die voor rampenmitigatie en noodhulp worden gebruikt, vrij te stellen van de toepassing van de regelgeving, of voor het van te voren goedkeuren of de versnelde inspectie van deze voorzieningen met inachtneming van de toepasselijke regelgeving, erkenning van de buitenlandse typegoedkeuring van deze voorzieningen of het tijdelijk buiten werking stellen van regelgeving die gewoonlijk op deze voorzieningen van toepassing is; en

c. de eventuele voorwaarden en beperkingen die aan de toepassing van dergelijke procedures zijn verbonden.

6. De uitvoerende coördinator doet de Staten die Partij zijn, andere Staten, organen anders dan Staten en intergouvernementele organisaties regelmatig en met spoed een actuele lijst toekomen van de maatregelen, hun reikwijdte, en de eventuele voorwaarden en beperkingen die zijn verbonden aan het gebruik ervan.

7. Niets in dit artikel staat overtreding of herroeping van verplichtingen en verantwoordelijkheden toe welke worden opgelegd door de nationale wetgeving, internationaal recht of multilaterale of bilaterale verdragen, met inbegrip van verplichtingen en verantwoordelijkheden ten aanzien van douane-inspecties en uitvoercontroles.

## Artikel 10

*Relatie tot andere internationale verdragen*

Dit Verdrag is niet van invloed op de rechten en verplichtingen van Staten die Partij zijn welke voortvloeien uit andere internationale verdragen of internationaal recht.

## Artikel 11

*Beslechting van geschillen*

1. In geval van een geschil tussen de Staten die Partij zijn betreffende de uitleg of de toepassing van dit Verdrag, plegen de Staten die Partij zijn die partij zijn bij het geschil onderling overleg teneinde het geschil te beslechten. Dit overleg begint onmiddellijk na de schriftelijke verklaring van een Staat die Partij is aan een andere Staat die Partij is inzake het bestaan van een geschil ingevolge dit Verdrag. De Staat die Partij is die de schriftelijke verklaring betreffende het bestaan van een geschil opstelt, doet onverwijld een afschrift van de verklaring toekomen aan de depositaris.

2. Indien een geschil tussen twee Staten die Partij zijn niet kan worden beslecht binnen zes (6) maanden na de datum waarop de schriftelijke verklaring aan een Staat die Partij is en partij is bij het geschil is overhandigd, kunnen de Staten die Partij zijn en partij zijn bij het geschil verzoeken om de goede diensten van elke andere Staat die Partij is, elke Staat, elk orgaan anders dan een Staat of elke intergouvernementele organisatie teneinde de beslechting van het geschil te vergemakkelijken.

3. Indien geen van de Staten die Partij zijn verzoekt om de goede diensten van een andere Staat die Partij is, een Staat, een orgaan anders dan een Staat of een intergouvernementele organisatie, of indien de verlening van de goede diensten niet binnen zes (6) maanden na indiening van het verzoek om de goede diensten leidt tot vergemakkelijking van de beslechting van een geschil, kan elk der Staten die Partij zijn en partij zijn bij het geschil:

a. verzoeken om onderwerping van het geschil aan bindende arbitrage; of

b. het geschil ter beslissing voorleggen aan het Internationale Gerechtshof, mits beide Staten die Partij zijn en partij zijn bij het geschil op het tijdstip van ondertekening of bekrachtiging van, of toetreding tot, dit Verdrag, of op enig tijdstip daarna, hebben ingestemd met de bevoegdheid van het Internationale Gerechtshof ten aanzien van dergelijke geschillen.

4. Ingeval de respectieve Staten die Partij zijn en partij zijn bij het geschil verzoeken om onderwerping van het geschil aan bindende arbitrage, en het geschil ter beslissing voorleggen aan het Internationale Gerechtshof, heeft voorlegging aan het Internationale Gerechtshof voorrang.

5. In geval van een geschil betreffende de verlening van bijstand op het gebied van telecommunicatie ingevolge artikel 4, dat rijst tussen een Staat die Partij is die verzoekt om bijstand op het gebied van telecommunicatie en een orgaan anders dan een Staat of een intergouvernementele organisatie waarvan de zetel of de vestiging is gelegen buiten het grondgebied van de desbetreffende Staat die Partij is, kan de vordering van het orgaan anders dan een Staat of de intergouvernementele organisatie rechtstreeks worden gesteund door de Staat die Partij is waarin de zetel of de vestiging van het orgaan anders dan een Staat of de intergouvernementele organisatie is gelegen, als zijnde een vordering van een Staat tegen een Staat ingevolge dit artikel, mits die steun niet onverenigbaar is met enige andere overeenkomst tussen de Staat die Partij is en het orgaan anders dan een Staat of de intergouvernementele organisatie die zijn betrokken bij het geschil.

6. Op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van, of toetreding tot, dit Verdrag kan een Staat verklaren zich niet gebonden te achten aan één of beide procedures voor beslechting van geschillen, als bedoeld in het derde lid. De andere Staten die Partij zijn zijn niet gebonden aan een procedure voor beslechting van geschillen, als bedoeld in het derde lid, ten opzichte van een Staat die Partij is waarvoor een dergelijke verklaring geldt.

## Artikel 12

### *Inwerkingtreding*

1. Dit Verdrag staat open voor ondertekening voor alle Staten die lid zijn van de Verenigde Naties of van de Internationale Telecommunicatie Unie tijdens de Intergouvernementele Conferentie inzake telecommunicatie in noodsituaties in Tampere op 18 juni 1998, en nadien op het hoofdkwartier van de Verenigde Naties, New York, van 22 juni 1998 tot en met 21 juni 2003.

2. Een Staat kan het feit dat hij ermee instemt door dit Verdrag te worden gebonden tot uitdrukking brengen door:

- a. ondertekening (definitieve ondertekening);
- b. ondertekening onder voorbehoud van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, gevolgd door nederlegging van een akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring; of
- c. nederlegging van een akte van toetreding.

3. Het Verdrag treedt in werking dertig (30) dagen na de datum van de nederlegging van de dertigste akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding of definitieve ondertekening.

4. Voor elke Staat die definitief ondertekent of een akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding nederlegt nadat aan de voorwaarde als bedoeld in het derde lid van dit artikel is voldaan, treedt

dit Verdrag in werking dertig (30) dagen na de datum van de definitieve ondertekening of de instemming te worden gebonden.

#### Artikel 13

##### *Wijzigingen*

1. Een Staat die Partij is kan wijzigingen in dit Verdrag voorstellen door de wijzigingen in te dienen bij de depositaris, die deze ter goedkeuring doet toekomen aan de andere Staten die Partij zijn.

2. De Staten die Partij zijn doen de depositaris binnen honderdtachtig (180) dagen na ontvangst van de voorgestelde wijzigingen mededeling of zij deze wijzigingen goedkeuren dan wel afwijzen.

3. Elke wijziging die door twee derde van alle Staten die Partij zijn wordt goedgekeurd, wordt vastgelegd in een protocol dat bij de depositaris open staat voor ondertekening door alle Verdragsluitende Partijen.

4. Het protocol treedt op dezelfde wijze in werking als dit Verdrag. Voor elke Staat die het protocol definitief ondertekent of een akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding nederlegt nadat aan de voorwaarden voor inwerkingtreding van het protocol is voldaan, treedt het protocol voor die Staat in werking dertig (30) dagen na de datum van de definitieve ondertekening of de instemming te worden gebonden.

#### Artikel 14

##### *Vorbehouden*

1. Op het tijdstip van de definitieve ondertekening of bekrachtiging van, of toetreding tot, dit Verdrag of enige wijziging hiervan, kan een Staat die Partij is voorbehouden maken.

2. Een Staat die Partij is kan zijn eerder gemaakte voorbehoud te allen tijde opheffen door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de depositaris. De opheffing van een voorbehoud wordt onmiddellijk na kennisgeving aan de depositaris van kracht.

#### Artikel 15

##### *Opzegging*

1. Een Staat die Partij is kan dit Verdrag opzeggen door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de depositaris.

2. De opzegging wordt van kracht negentig (90) dagen volgend op de datum van nederlegging van de schriftelijke kennisgeving.

3. Op verzoek van de Staat die Partij is die opzegt, worden alle afschriften van lijsten met autoriteiten en met aangenomen maatregelen

en beschikbare procedures voor beperking van belemmeringen van regelgevende aard welke zijn verschaft door een Staat die Partij is die dit Verdrag opzegt, buiten werking gesteld met ingang van de datum waarop de opzegging van kracht wordt.

#### Artikel 16

##### *Depositaris*

De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties is de depositaris van dit Verdrag.

#### Artikel 17

##### *Authentieke teksten*

Het origineel van dit Verdrag, waarvan de Arabische, Chinese, Engelse, Franse, Russische en Spaanse teksten gelijkelijk authentiek zijn, wordt nedergelegd bij de depositaris. Slechts de Engelse, Franse en Spaanse authentieke teksten worden beschikbaar gesteld voor ondertekening in Tampere op 18 juni 1998. De depositaris stelt zo spoedig mogelijk daarna de authentieke teksten in de Arabische, Chinese en Russische taal op.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.

GEDAAN te Tampere (Finland), op 18 juni 1998.

*(Voor de ondertekening zie blz. 36 en 37 van dit Tractatenblad)*

---

#### D. PARLEMENT

Het Verdrag behoeft ingevolge artikel 91 van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal, alvorens het Koninkrijk aan het Verdrag kan worden gebonden.

#### E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel 12, tweede lid, onderdeel b, van het Verdrag hebben de volgende staten een akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties nedergelegd:

|                     |                 |
|---------------------|-----------------|
| Finland . . . . .   | 1 april 1999    |
| Sri Lanka . . . . . | 13 oktober 1999 |

|                     |                  |
|---------------------|------------------|
| Nicaragua . . . . . | 18 november 1999 |
| India . . . . .     | 29 november 1999 |
| Bulgarije . . . . . | 20 juni 2000     |
| Cyprus . . . . .    | 14 juli 2000     |

#### F. TOETREDING

In overeenstemming met artikel 12, tweede lid, onderdeel c, van het Verdrag heeft de volgende staat een akte van toetreding bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties nedergelegd:

Dominica . . . . . 26 december 2000

#### G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zullen ingevolge artikel 12, derde lid, in werking treden dertig dagen na de datum van nederlegging van de dertigste akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding of definitieve ondertekening bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

#### J. GEGEVENS

De tekst van het onderhavige Verdrag is voor ondertekening opgesteld voor alle staten die lid zijn van de Verenigde Naties of van de Internationale Telecommunicatie Unie tijdens de Intergouvernementele Conferentie inzake telecommunicatie in noodsituaties in Tampere op 18 juni 1998, en nadien op het hoofdkwartier van de Verenigde Naties, New York, van 22 juni 1998 tot en met 21 juni 2003.

De Internationale Unie voor Telecommunicatie, naar welke Organisatie onder meer in de preambule tot het onderhavige Verdrag wordt verwezen, is opgericht bij het op 30 juni 1989 tot stand gekomen Statuut van de Internationale Unie voor Telecommunicatie, waarvan de tekst is geplaatst in *Trb.* 1990, 120.

Van het op 13 februari 1946 tot stand gekomen Verdrag nopens de voorrechten en immuniteiten van de Verenigde Naties, naar welk Verdrag in artikel 5, achtste lid, van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, zijn tekst en vertaling bekendgemaakt in *Stb.* 1948, I 224; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1994, 210.

Van het op 16 augustus 1949 tot stand gekomen Verdrag nopens de voorrechten en immuniteiten van de gespecialiseerde organisaties, naar welk Verdrag in artikel 5, achtste lid, van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, zijn tekst en vertaling bekendgemaakt in *Stb.* 1949, J 67; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1994, 211.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Statuut van het Internationale Gerechtshof, naar welk Hof in artikel 11, derde

lid, onderdeel b, van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, zijn de Engelse en Franse tekst geplaatst in *Trb.* 1971, 55 en de herziene vertaling in *Trb.* 1987, 114. Zie ook *Trb.* 1997, 106.

Uitgegeven de *twaaalfde* januari 2001.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*

J. J. VAN AARTSEN